

# apl

CHAQUE MERCREDI 5F • INFORMATIONS

REGIONALES • N°

140. DU 5 AU 13 NOV 80

## GUILLOUARD

# LE DELIT D'ACTION SYNDICALE

---

**dossier**  
**la croisade des**  
**bouffe merde**

---

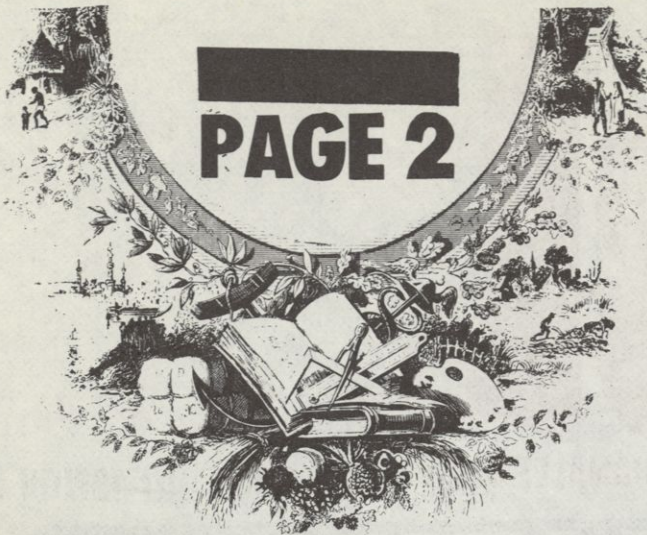
**mellinet:**  
**des soldats**  
**clandestins**

---

**irlande : mourir**  
**au block H**

---





**PAGE 2**

# L'APL DELESTÉE

EDF nous a joué un sale tour : une méchante panne de courant lundi soir. Deux heures dans le noir et c'est foutu on ne peut pas tenir les délais. Le numéro sort donc avec un jour de retard. Le prochain délestage est dû à la malice des poilus. Nos chers pion-pion ayant gagné le match 14-18, un coupé est octroyé chaque année en ce souvenir. Moralité : le prochain numéro de l'APL ne paraîtra que jeudi 13 novembre. Mille 2'excuses...

## LISEZ "NOUVELLES CAMPAGNES!"

En deux ans, Nouvelles Campagnes a acquis une audience certaine auprès de différents milieux syndicaux ruraux (paysans et salariés) et auprès de différentes catégories de para-agricoles, celle-ci reste cependant limitée dans plusieurs régions et notamment dans l'Ouest. Cela est en partie du au fait que l'équipe de réalisation étant basée à Toulouse est plus encline à traiter des problèmes du midi; mais en réalité la cause essentielle reste notre manque de moyens pour assurer la promotion de la revue. L'équipe de réalisation est limitée à un petit nombre d'individus, évidemment bénévoles (lorsqu'il ne leur en coûte pas !). Les moyens financiers sont ceux des ventes encore

trop faibles.

Nous sommes la seule revue spécialisée qui ne soit pas un beni-oui-oui de la politique gouvernementale et des organisations officielles et des organisations officielles tout en restant indépendante des divers syndicats et partis et tout en donnant régulièrement la parole à plusieurs courants. Revue de réflexions, d'enquêtes et de témoignages Nouvelles Campagnes n'a pas la prétention de suivre l'actualité au jour le jour, d'ailleurs beaucoup de lecteurs l'utilisent comme un moyen de documentation approfondie nécessaire le moment venu sur tel ou tel sujet.

Abt 1 an ( 5 numéros ) : 70F.  
Abt institution et soutien : 100F.  
BP 3232 - 31036 TOULOUSE CEDEX.

## sommaire

- OUVRIERS :  
Guillaouard, les syndicats dans le box.....p.3.4  
Fossé GGT/CFDT : point de vue p.5
- VENDEE :  
Big-Chief, le cancer Biderman p.6
- B.D.Stars and Trips.....p.7
- INTERNATIONAL : Irlande, bloc H .....p.8
- DOSSIER :  
Produire, consommer autrement ? .....p.9.10.11.12
- BREVES.....p.13
- ARMEE :  
Pieuvre sur Crozon .....p.14  
Comité soldats Mellinet.....p.15
- QUOTIDIEN :  
Haro sur les homos  
Vas boire ailleurs.....p.16
- NUCLEAIRE : marche procès,..p.17
- IMMIGRES : Nasser arrêté.....p.17
- CULTURE.....p.18
- CINE.....p.19

### PETITES ANNONCES GRATUITES

Petite communauté de femmes cherche encore 3 ou 4 femmes pour partager une grande maison au bord de la Loire tél : 50.56.95.

VENDS petite machine à laver Calor (I kg) servie 6 mois - lessiveuse 10 l neuve - séchoir à linge extensible et pliable neuf.  
Tél au 77.80.10. le midi ou le soir

CHERCHE MOTEUR 2 CV (4 ou 6) ou 3CV d'avant 73. Bon état + prix modéré SVP. Ecrire François SIMON 10, rue de la Montagne 44100 Nantes (ou passer).

LA RADIO ( LIBRE & QUARANTE QUATRE) REDEMARRE MAIS CAILLE... SI VOUS AVEZ UN CHAUFFAGE MOBILE A CEDER A PAS TROP CHER ECRIVEZ OU TELEPHONEZ A L'A.P.L MERCI.

Jeune fille 19 ans cherche emploi, environ 25H/semaine centre Nantes étudierait toutes propositions, écrire au journal qui transmettra.

Marc Perrone accordéon diatonique cherche un concert sur Nantes. Il sera le 9 janvier à St Nazaire (CCP), le 10 à Cheméré. Il est donc disponible pour le 8 janvier à Nantes (concert + bal 1300F) MJC ou autres, contactez : M. Perrone 6 av Parmentier 75011 Paris 379.64.43. (ou à Nantes à partir du 4 dec. 43.90.08. à Nantes).

APL (Périodique) / Dir. : Jacques Sauvageot / Cppap n° 59803 / Agence Presse Libre : 26 bis boulevard R.-Schumann - 44300 Nantes / Tél. 76.26.33

## ABONNEMENT

Je m'abonne pour :

Un trimestre : 12 numéros : 60F Soutien : 70F  
Un semestre : 24 numéros : 120F Soutien : 200F  
Un an : 48 numéros : 225F Soutien : 300F

NOM \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Mettre les chèques à l'ordre des Nouvelles Éditions de l'Ouest et les adresser à l'APL, 26 bis, boulevard R.-Schumann 44300 NANTES.

Imp. Mellinet - Nantes

3 numéros gratuits  
Réservé aux personnes à qui tu veux faire connaître le journal

NOM .....  
PRENOM .....  
ADRESSE .....

Je (nom) \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

souscrits pour - moins de 100 F  
- entre 100 F et 200 F  
- plus de 200 F

### PERMANENCES:

du Lundi au Vendredi, de 17 à 19h ; et Samedi de 10 à 12h30.  
Tel: 76.26.33.

Le journal paraît chaque Mercredi. Textes et articles doivent nous parvenir au plus tard samedi matin. (Petites annonces & dates de calendrier ont droit à un sursis jusqu'à Lundi midi) Pour nous faciliter le planning du numéro en cours et s'assurer de la place disponible, nous prévenir par bigophone pour en discuter (même si le texte n'est pas encore écrit)

## Procès Guillouard

# LES SYNDICATS DANS LE BOX

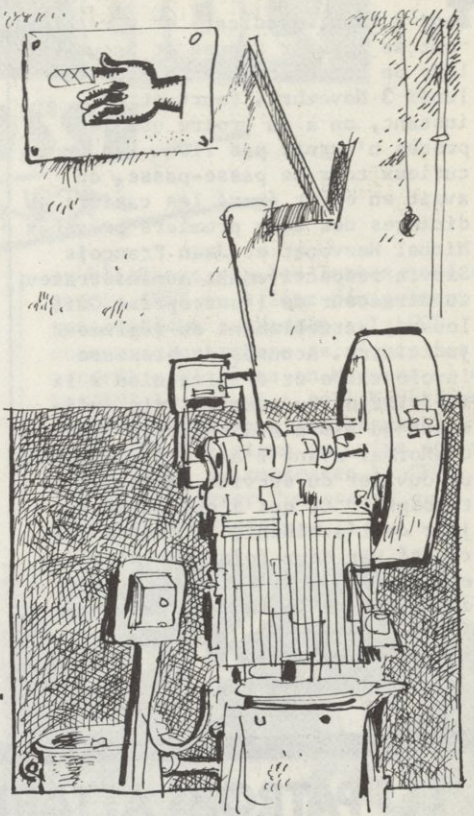
**A** lors que la Cours d'Appel de Rennes vient de débouter la direction des Chantiers Dubigeon-Normandie de l'action engagée contre les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. et quatre délégués syndicaux, le patronat Nantais a repris l'offensive lundi devant le tribunal Correctionnel.

Au printemps 1979, Patricia Robillard 22ans, ouvrière aux Etablissements Guillouard, a la main droite broyée par la presse sur laquelle elle travaille. Exaspéré par ces accidents répétés, tout le personnel debraye au cri de "Nous voulons garder nos mains". La grève durera huit jours.

A la reprise du travail, la Direction demande le licenciement de quatre délégués syndicaux. L'Inspection du Travail puis le Ministre refusent. Le 31 Octobre 1979, après l'échec de cette procédure, elle se décide à porter plainte pour séquestration contre Jeannette Pelletier et Gérard Douarche respectivement déléguée du personnel et représentant de l'Union Locale CFDT, Michel Leclair et Serge Doussin délégué du personnel et représentant de l'Union Locale CGT.

Ce procès du Syndicalisme voulu par le Patronat est devenu celui des conditions de travail, de la sécurité négligée, des libertés syndicales bafouées. A la même audience.

Dehors dans une unité syndicale retrouvée, un millier de travailleurs participait à un meeting devant les gilles du Palais de Justice solidement gardé par les forces de l'ordre.



## HISTOIRE D'UNE GREVE

**L**e 17 mai 1979 à 7 h 30, une presse de 30 T écrase la main de sa conductrice, Patricia Robillard 22 ans. L'entreprise Guillouard compte une mutilée de plus. Dans cette usine aux conditions de travail dignes des livres de Zola, la direction ignore les mesures de sécurité élémentaires. Gardes-aux-corps, garants ont depuis longtemps disparu ... pour tenir les cadences.

Ce matin d'un mois de Printemps Patricia alimente le plateau revolver de la presse. Elle fabrique des grilles passes-légumes. 992 trous à chaque fois, 1 575 grilles par heure, soit 2 seconde 27 par pièces.

Pour tenir le boni qui porte le salaire 20 % au dessus du SMIC il faut augmenter la production de 50 %.

Sur la tôle de mauvaise qualité le poinçon travaille mal. De petites rognures collent à l'outil et marquent les pièces suivantes. Patricia doit alors arrêter sa machine, engager sa main sous la presse et gratter avec son ongle les morceaux de ferraille. Mais compte tenu de l'inertie du volant d'entraînement la presse ne s'arrête pas instantanément.

C'est alors que Patricia effectue une enième fois cette manoeuvre que la presse descend, lui broyant horriblement la main. Pourtant ce type de machine est

jugé très dangereux ; la législation très sévère exige que l'employeur doit prévenir jusqu'aux mutilations volontaires. Aucune des pièces de protection dont la machine est normalement pourvue ne doit pouvoir s'enlever sans une clef adaptée. Mais à Guillouard on ignore la sécurité des travailleurs. Le garant de la presse de Patricia, on le retrouvera quelque part derrière la machine, maculé de graisse. Mieux, la direction avait fait monter une arrivée d'air comprimé pour chasser les rognures. Ce système inefficace empêchait la pose de la protection.

Chez les ouvriers c'en est trop. Spontanément le personnel cesse le travail. On demande une amélioration de la sécurité et la suppression du travail au rendement. C'est la "grève des mains coupées". (cf APL N°78).

Le 22 mai délégués et représentants du personnel accompagnent des dirigeants locaux de la Métallurgie CFDT et CGT, rencontrent la Direction.

A 11 h 30 Mr SIRVIN, directeur, et MERVUET administrateur gagnent le fond de la salle avec à leurs côtés quatre autres "responsables" de l'entreprise. Une vive discussion s'engage. Sans résultat. La direction "n'a pas d'argent disponible pour faire face aux revendications et équiper les machines". A 12 h 30

le personnel impatient, monte aux nouvelles. Exaspérées, les ouvrières témoignent de leurs conditions de travail.

Refusant le dialogue, narguant les ouvriers, les patrons s'installent. L'un prend ses dossiers, l'autre son livre sur la pratique de la voile. Ils sortent de l'usine à 18 h.

Entre temps un huissier est venu constater la "séquestration" de la direction.

Comme responsables, il retiendra quatre noms : Gérard Douarche et Serge Doussin permanents des syndicats CFDT et CGT des métaux Jeannette Pelletier et Michel Leclair délégués CFDT et CGT de l'entreprise. Pourtant jamais l'huissier ne verra ces quatre personnes en présence des représentants de la direction.

Mieux, en fait de séquestration chaque membre de la direction a pu se déplacer librement, personne n'a fait obstacle à leur sortie de l'entreprise.

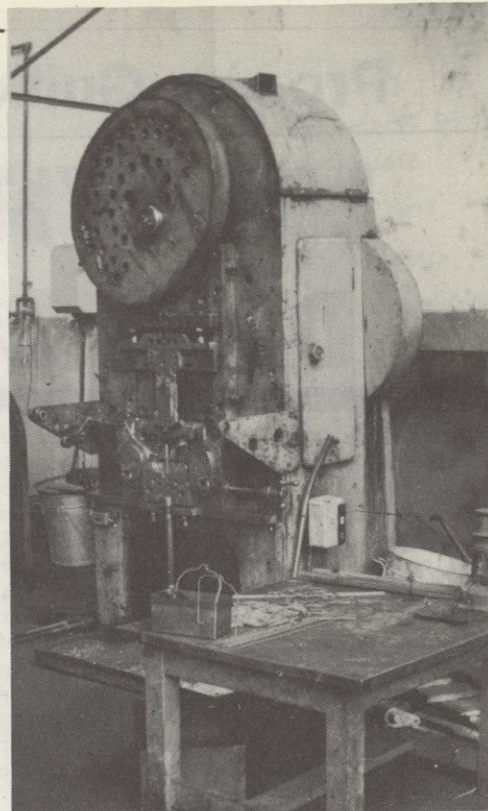
Après les mains, la direction de Guillouard veut des têtes. Elle prendra la décision de mettre à pied quatre délégués, de demander le licenciement des deux principaux responsables syndicaux de l'entreprise et engagera une procédure judiciaire.

Si l'inspection du travail et le ministère ont refusé les licenciements, la justice à suivi son cours.

## NOUS VOULONS GARDER NOS MAINS

Tour à tour, syndicats et direction vont se trouver accusés et accusateurs lors de cette longue audience du lundi 3 Novembre. Pourtant un instant, on a pu croire que le procès n'aurait pas lieu. Par un curieux tour de passe-passe, on avait en effet égaré les casiers judiciaires des deux premiers prévenus Michel Hervouet et Jean François Sirvin respectivement administrateur et directeur de l'entreprise Guillouard, actuellement en règlement judiciaire. Accusés de blessure involontaire et d'infraction à la législation du travail, ils indiquent qu'ils n'avaient rien constaté d'anormal avant l'accident. Pourtant un ouvrier du service entretien témoigne " Ce qui s'est passé le jour de l'accident, la presse l'a répété par deux fois lors d'essais effectués par la suite. La cause exacte je ne la connais pas." On peut cependant la deviner. Ces machines ont 20 ou 30 ans et n'ont jamais été modifiées. "Mais aujourd'hui

d'hui dira M. Sirvin, on effectue un contrôle quotidien. Et depuis l'accident nous avons effectué 700 000 à 1 000 000 francs de frais pour améliorer la sécurité. On a regardé avec des yeux neufs nos machines, et on s'est dit qu'on pouvait faire mieux." " Mais, souligne Hervouet, le budget de l'entreprise ne lui permet pas de remplacer ses machines." Les avocats des parties civiles, Maître Lallement pour la CFDT, Maître Fretin-Bathily pour la CGT, et Patricia, regrettent alors qu'il ait fallu attendre cette accident pour prendre de telles mesures "Il faut savoir, indique Me Fretin qu'il y a eu en 1979 à l'entreprise Guillouard, 108 accidents du travail dont 68 arrêts soit 1338 journées. En juillet 1980 on notait également 7 accidents avec arrêts de travail". Le Procureur Bloch demande une peine d'amende et la publication du jugement. Quant à la défense elle plaidera la relaxe de ses clients. Jugement le 1er Décembre. D.B. ■



Machine à former les anses des seaux et des lanternes.

## LES PATRONS ATTARDÉS... DANS L'USINE

A 17h, le Tribunal, toujours présidé par Madame Cadenat, ouvrait le deuxième dossier. Les représentants syndicaux devenaient accusés pour avoir "séquestré" la direction sans ordre des autorités constituées. Coté patrons, on se sent mieux dans le rôle de l'accusateur. M. Sirvin ote son par-dessus vert de gris, et Maître Hervouet suce de petits bonbons. Bref, on respire. Coté syndicats c'est l'Union Sacrée. Chacun apporte sa pierre dans l'élaboration de la défense collective. Ils sont soutenus sur leurs arrières par Maître Raimbourg pour la CGT, et Maître Lallement pour la CFDT.

Rappel des faits tout d'abord: six jours après l'accident de Patricia, le personnel est toujours en grève. Le 22 Mai, une rencontre a lieu dans l'entreprise entre la direction et les représentants du personnel. A cette négociation participent également un représentant de l'Union Locale CGT et un représentant de l'Union Locale CFDT. Les salariés demandent l'introduction du "boni" dans le salaire et une baisse du rendement qu'ils estiment être la cause de l'accident de Patricia. Dans l'enceinte de l'usine de nombreux ouvriers attendent le résultat de la négociation.

A 13h30, un groupe de personnes vient aux nouvelles dans la salle. Or, à la même heure Maître Hervouet décide semble-t-il de lever la séance. Il ne quittera l'entreprise vers 18h. Comment qualifier ces quatre heures? Pour les patrons c'est une séquestration. Pourtant tout porte à croire comme l'indiquent les syndicats qu'il s'agit

de la poursuite des négociations. Ou alors d'un coup monté ...

"On aurait peut-être pu sortir dira M. Sirvin, mais c'était risquer une bagarre". "On nous a dit que nous étions libre de nous promener dans l'entreprise mais pas au dehors, reprend Hervouet". "J'étais dehors lorsque M. Hervouet est allé aux W.C., réplique Gérard Douarche; il avait une attitude arrogante, mais il ne manifestait pas le désir de sortir."

"Pour qu'il y ait séquestration, insiste Serge Doussin, il faut que la personne manifeste son envie de sortir. Or, lorsqu'un cadre de l'entreprise a demandé à Me Hervouet s'il voulait sortir, ce dernier a répondu: non." Pour les patrons, on a parlé de coucher dans l'usine,

de sacs de couchage. "C'est Vigneron, le chef du personnel, qui a parlé de sacs de couchage, indique Jeannette Pelletier. Il faisait alors référence à une autre grève." Pour les représentants syndicaux il s'agit en fait d'une durée normale de négociation étant donné les problèmes qui devaient être abordés.

Séquestration: un terme qui paraît bien lourd. Le procureur de la République parlera lui-même de "rétention"; et la Présidente se demandera si les patrons ne se sont pas tout simplement "attardés" dans l'usine. Procureur et partie civile demanderont une condamnation de principe, tandis que les avocats de la défense plaideront la relaxe. Jugement le 1er Décembre ■ D.B.



## RADIO.NAMNETE.C.G.T.

LA C.G.T. sur les ondes pirates. Au cours du meeting Yannick Chesneau a annoncé une radio CGT à Nantes dans les prochains jours. Son nom: Radio Namnète CGT.

"Il n'est plus possible d'accepter la main mise du patronat et du pouvoir sur les moyens d'information. Il ne s'agit pas par cette initiative de chercher à remplacer les radios officielles, mais, placé en état de légitime défense, de répondre à ce que les travailleurs souhaitent."

# CGT

# CFDT

## LE GRAND FOSSE

### OPINION

Dans le N° 136 d'APL, 2 articles sont consacrés au conflit CGT-CFDT. Bien sûr l'APL ne veut pas prendre de position tranchée et a raison de lancer le débat. Je profite donc de cette occasion pour exprimer un point de vue qui, à mon avis, est absent des articles précédents et peut donc contribuer à ce débat.

Pour résumer ces articles, on peut dire que c'est des militants de base qui ne veulent pas défendre une chapelle plus qu'une autre. Ils analysent la désunion comme étant les conséquences de l'échec des élections de 78 : les partis font désormais cavalier seul et attirent à eux "leur" syndicat : CGT pour le PC, CFDT pour le PS. Ils constatent que cette désunion entraîne une impossibilité de l'action ou tout du moins un manque de perspective. Mais comme ils veulent lutter, ils appellent donc à ce que cette union se refasse tantôt avec partis (OCI), tantôt sans parti (Union dans les luttes). Mais, malgré tout, ces appels à l'unité n'ont pas eu le résultat escompté loin de là : même à la base c'est toujours la division. C'est pourquoi je pense que cette division est bien plus profonde et qu'il ne faut pas éluder les vrais questions. Et à mon avis E. Maire a eu le mérite de les poser :

### Les vrais questions

- Les luttes ne font plus recette, les victoires faciles sont bien finies. Et les journées nationales d'action bidon ne sont vraiment plus adaptées. Dans ces conditions la CFDT n'a-t-elle pas raison de poser le problème de l'efficacité de la lutte syndicale?

Pourquoi cacher que les journées de grève ont nettement diminué ces dernières années en France ? C'est là le point de départ d'une réflexion sur une nouvelle stratégie syndicale sans faire de triomphalisme.

Au contraire la CGT, fait feu de tous bois, lançant appels sur appels



à la lutte. Elle n'a pas peur de conduire les luttes à l'échec : le principal étant d'occuper le terrain, le PCF en tirera toujours le bénéfice politique...

Exemple le jusqu'au boutisme dans la grève des marins pêcheurs, ou dans la sidérurgie qui n'arrive au bout du compte qu'à faire passer les mots d'ordre chauvins contre l'Allemagne.

Malgré tout le "réalisme" de la CFDT ne l'a pas empêché de mener de nombreuses luttes : dans le téléphone et l'électronique : CGCT, Thomson mais aussi au joint français, à UGECO guérande, à Sapitex, à Saviem, MJB à Buat etc... dont certaines victorieuses comme celle des nettoyeurs du métro.

- La situation internationale pèse lourd dans la rupture syndicale. Alors que la CFDT dénonce l'intervention soviétique en Afghanistan, soutien le mouvement ouvrier polonais la CGT, elle, glorifie les JO de Moscou, soutien l'occupation Vietnamienne au Cambodge, approuve tacitement l'intervention en Afghanistan, mène une politique nationaliste anti-Européenne et enfin trouve dans le régime polonais une "supériorité" au moment où celui-ci résistait aux revendications démocratiques élémentaires sur la liberté syndicale et la liberté d'expression.

Pour la CGT, la CFDT est "un des éléments de la stratégie impérialiste" (Warcholak CGT dans "les cahiers du communisme") et les amis de classe sont le PCF et l'URSS.

Pour elle, tout ce qui est contre l'URSS et le PCF est dans le camp de l'impérialisme et des USA ! C'est la logique : mieux vaut un régime comme la Pologne ou l'URSS que Giscard ou les USA.

E. Maire : "nous sommes d'autant plus attentifs à ce type de position que nous savons ce que cela veut dire pour les libertés".

### Une vision autre

Pour la CFDT "l'action syndicale doit avoir pour point de départ, non les choix des partis mais la condition salariale réelle, dans toute la diversité des formes d'exploitation".

Alors que la CGT, il n'existe pas plusieurs courants de pensées, plusieurs façons de concevoir le combat de classe. Qui ne partage pas ses conceptions verse dans la collaboration... Cela la conduit

au black-out sur les luttes menées par la CFDT ou à leur dénigrement systématique : exemple : la CGT construction refuse de signer les accords paritaires en Mayenne là où la CFDT les signe : collaboration ! la CFDT roule pour les patrons !... mais elle les signe en Loire Atlantique là où au contraire la CFDT refuse de signer "un accord qui dupe les ouvriers"...



Mais les divergences se situent surtout sur les rapports avec les partis. E. Maire "Faire confiance au parti guide pour prendre l'Etat et changer de société, concevoir l'action syndicale comme une aide au parti dans sa tâche, on connaît la chanson, on sait quand le disque s'enraye : le lendemain de la prise du pouvoir quand le peuple se réveille avec ses nouveaux maîtres" A la CGT l'appareil du PC est omniprésent même à la base. C'est cela qui détermine la stratégie de la CGT et l'agressivité hystérique contre la CFDT.

Je pense en conclusion que la responsabilité de la désunion incombe essentiellement à la CGT qui n'est que le porte voix du PCF. Le but de ces attaques c'est de démolir la CFDT car elle est la seule force de taille dans la gauche entre le "camp progressiste" et le "camp impérialiste". Pour ceux qui ne veulent ni d'un patronat arrogant à la Barre ni d'un socialisme musclé à la russe c'est à travers ce débat, s'il est démocratique, que pourra se construire un mouvement ouvrier totalement renoué et les perspectives d'un socialisme enfin démocratique ■

Bernard un militant CGT pas sé à la CFDT.

# BIG-CHIEF :

## le cancer Biderman

En juin dernier, la direction de l'usine "Big Chief" annonçait 95 licenciements. Et elle vient ce mois-ci de porter le chiffre à 150! Cette menace de licenciement est à rapprocher de la fermeture en mars 80 à Guérande de l'usine UGECO : Big Chief et Ugeco sont deux entreprises appartenant au groupe Biderman. Ce dernier est-il donc en perte de vitesse ? Absolument pas...il ne fait que "restructurer" son outil de production et maintenir son profit. Mais revenons un peu en arrière sur l'usine Big Chief en Vendée et sur le groupe Biderman.

### BIG CHIEF : "big"\* décadence.

Cette firme spécialisée dans la confection féminine installe en 1962 une usine aux abords de La Roche/Yon : 700 ouvrières y travaillent, à fabriquer les vêtements de la marque Péroche et Clân J.. De 1962 à 1975 l'usine tourne bien, ce qui permet au directeur, Mr Richard, de se gagner la sympathie de la majorité du personnel en accordant des avantages au delà du minimum fixé par les conventions collectives :

- 13e mois,
- prime d'ancienneté tous les mois,
- prime de vacances,
- réalisation pour la boîte d'une garderie d'enfants et d'un restaurant d'entreprise.

Cependant en 1975 l'usine fait faillite. Les ouvrières occupent l'usine pendant deux mois avant qu'une solution soit apportée : rachat par le groupe dirigé par Maurice Biderman, un homme qui conduit rondement les affaires.

### BIDERMAN "Superman nous voilà !"

Le groupe est en pleine expansion et ne cesse d'annexer d'autres firmes françaises de la confection. Dès la reprise, en 1975, il remet en cause les acquis sociaux chez Big-Chief. Au bout de 8 jours de grève, un premier protocole d'accord est signé (où déjà les avantages sociaux ne sont pas reconnus à toutes), puis en octobre, Biderman renie le protocole : les acquis sociaux disparaissent pour tous et on se limite strictement à la convention collective. Bien sûr, ce reniement ne se fait pas ouvertement et clairement. Ce n'est qu'en janvier que les ouvrières, conscientes de cette remise en cause, décident de faire grève: 8 jours mais Biderman ne

\* "Big" : gros (pour ceux qui ont fait de l'allemand en Iere langue)

cèdera pas. Son objectif, c'est de comprimer au maximum les charges de cette usine et il compte pour cela sur la docilité du personnel, "endormi" par la gestion "sociale" de l'ancien patron, Mr Richard.

### BIDERMAN a le sens des affaires !?

Ces deux dernières années, il embauche à Big-Chief dans le cadre des contrats "emploi-formation". Il empoche ainsi les primes distribuées par l'Etat. En même temps ça lui permet de tester le nouveau personnel pour n'embaucher définitivement que les filles qui ont du rendement. Voilà une opération intéressante !

Par contre, il y a eu une opération moins juteuse lorsque les "pontes" de la direction ont voulu faire une production concurrente de Cacharel. Bilan de l'opération : fiasco total et déficit de 8 millions de Frs !

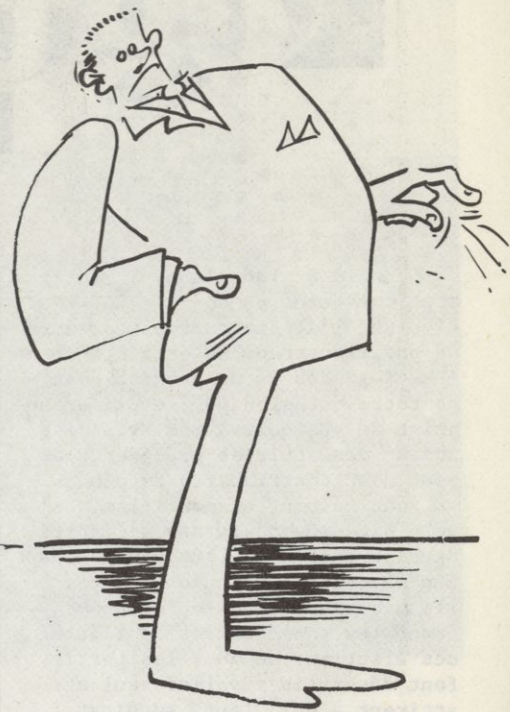
Qu'à cela ne tienne, il faut relancer la production et augmenter les cadences. "C'est de la cavalerie" disent les ouvrières. La production est bâclée et la qualité baisse... N'empêche que 78 et 79 sont deux années excellentes ; les ouvrières savent que la maîtrise a reçu des primes de fin d'année... quant à elles, elles n'en ont jamais vu la couleur !

Le vent est en poupe, et ça continue. Biderman s'installe au Portugal. Aujourd'hui, plus de la moitié de la confection féminine y est produite. Il va lancer par ailleurs la gamme "St Laurent féminin" aux USA ; les 4/5 des investissements vont y être consacrés. Et dès maintenant le groupe prévoit de s'installer au Viet Nam et en Corée du Sud ! (devinez pourquoi ?...)

### BIG CHIEF n'intéresse plus Biderman

S'appuyant comme prétexte, sur un bilan partiel de 1980, il décide de licencier à La Roche/Yon et à la Caillère (Vendée) "L'outil de production est surdimensionné, il y a surproduction !" c'est pour cela que les cadences sont accélérées à Big Chief et que la production se fait de + en + à l'étranger !... La contradiction ne fait apparemment pas peur à Biderman !

Une seule logique : comprimer les coûts au maximum, tant pis si les travailleuses sont étranglées en même temps ! D'ailleurs Biderman ne dit-il pas cyniquement : "Il y a un cancer et il faut le traiter là où il naît". Sous-entendu c'est chez vous qu'il faut donner le coup de cisaille ! Alors le docteur Biderman administre le traitement : juin 85 il annonce 95 licenciements dont 9 déléguées syndicales !

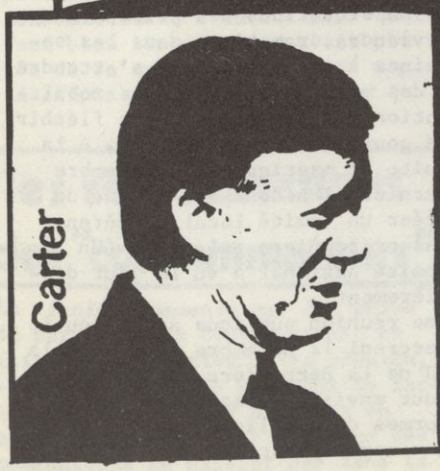


L'inspection du travail refuse: les licenciements sont annulés le 27 septembre. Son refus porte sur 2 raisons :

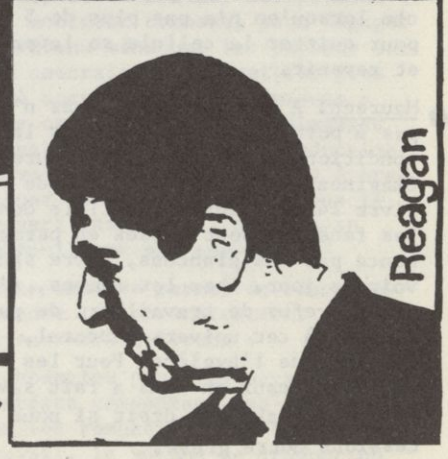
- 1) La loi oblige à constituer dans le cadre d'un groupe comme l'est Biderman SA, un comité central d'entreprise (CCE) chez Biderman il n'y en avait toujours pas !
- 2) Les bilans financiers du groupe Biderman sont positifs depuis 76, mieux ils sont en augmentation croissante.

Depuis ce refus, Biderman n'en est pas resté là. Tout au contraire par l'intermédiaire de son directeur docile, M. Gauduchon, - il augmente le chiffre des licenciements : il parle de 150 licenciements. - il décide de recommencer la procédure de licenciements en décembre ; il pourra donc à nouveau menacer le personnel. - il distribue dans l'usine une série d'avertissements et licencie même une fille pour "production insuffisante". - il affirme qu'il y aura d'autres licenciements : les 150 prévus ne seront pas suffisants !

Enfin, le personnel note en même temps la multiplication des entraves au bon fonctionnement : par ex, les fournitures ne sont pas réapprovisionnées à temps... D'ici décembre, un expert financier nommé par le Tribunal Administratif examinera les comptes 80 de la Biderman SA, puisque cette dernière y trouve dans leurs résultats négatifs, la motivation du licenciement. En attendant les syndicats CGT et CFDT de la boîte vont tout faire pour mobiliser le personnel : ils sont déterminés à agir dans l'unité tant l'adversaire est connu pour être coriace...

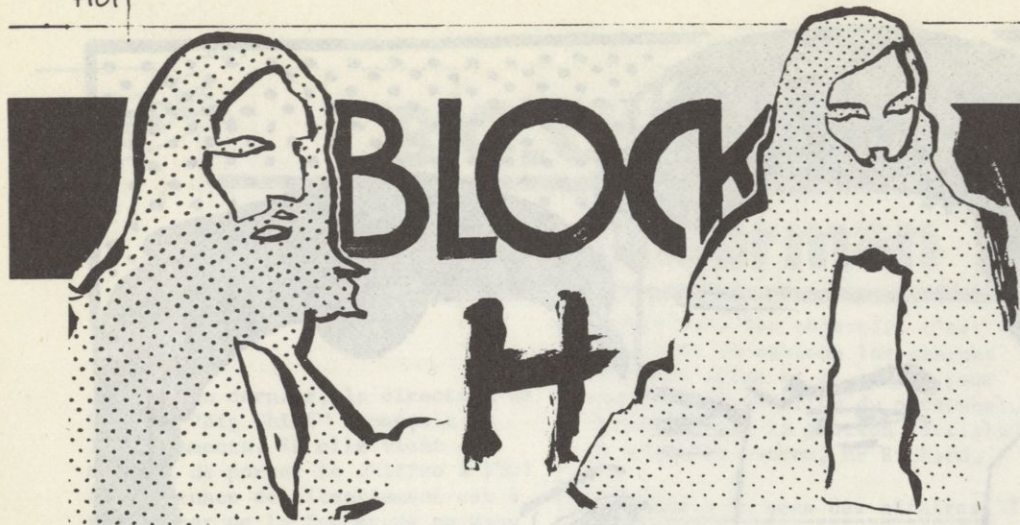


Carter



Reagan

*stars and stripes*



«Nous tiendrons jusqu'à la mort»...

### Des Irlandais en campagne

Sept prisonniers du camp de Long Kesh, en Irlande du Nord, viennent de commencer une grève de la faim le 27 octobre. Avec les centaines de détenus du H. Block, ils revendiquent le statut de prisonniers politiques. Pour rappel : en 72, les prisonniers ont obtenu ce statut après une longue grève de la faim. En 76, le gouvernement britannique supprime ce statut. De fait, selon les statistiques, le taux de délinquance a augmenté de 600%, les "politiques" étant devenus "droit commun". Le "national H. Block comité" organise une campagne internationale de soutien, avec le mouvement républicain. Vendredi 31, trois irlandais demandaient à la presse nantaise d'être leur porte-parole. L'un Dermot, est membre du comité, les deux autres, Maureen de Belfast et Kieran de Dublin, prisonniers libérés parlent de leurs conditions de détention.

● **Kieran** : "J'ai été incarcéré pendant 5 ans 1/2. Avec mes camarades, nous avons commencé par refuser de porter l'uniforme. Nous vivions nus sous notre couverture. En mars 78, harcelés et brutalisés par les gardiens, nous faisons la grève de l'hygiène, c'est à dire, refus de se laver, de se soigner, de nettoyer les cellules. Mais d'une certaine façon les brimades de l'institution y oblige : comment prendre une douche lorsqu'on n'a pas plus de 5 mn pour quitter la cellule se laver et revenir.

● **Maureen** : A Armagh, les femmes n'ont pas à porter l'uniforme, mais les conditions de vie sont très dures : imaginez ce que ça peut être de vivre 24h/24 dans une cellule dont les fenêtres sont closes en permanence par des planches, vivre sans voir le jour. Chez les femmes, c'est le refus de travailler, de participer à cet univers carcéral, la grève de l'hygiène. Pour les soins médicaux on nous a fait savoir que nous y aurions droit si nous cessions notre grève.

● Parlez-nous des grévistes de la faim, leur vie est-elle en danger ?

● **K.** : incarcérés depuis plus de 5 ans ils sont déjà très faibles. Nous avons peur qu'ils ne résistent pas longtemps. Ils le savent. Si rien n'est fait, ils mourront pour Noël. Mais le gouvernement britannique en portera l'entière responsabilité. Les 7 grévistes ne peuvent que compter sur la solidarité internationale.

● Le "H. Block Committee" est-il très populaire en Irlande ?

● Oui, samedi, à l'annonce de la grève de la faim de nos camarades, une manifestation à Belfast a rassemblé 30 000 personnes. D'autre part, 98% des prisonniers sont membres du mouvement républicain. Il y a des groupes locaux dans chaque ville. En ce moment, le best seller le plus vendu en Irlande est "l'histoire du H. Block" écrit par le rédacteur en chef du 1<sup>o</sup> quotidien anglais. C'est pour ça que la répression s'intensifie. 4 membres du comité ont été assassinés par les SAS : troupes de choc britanniques. Il y a 15 000 soldats anglais pour un million et demi d'Irlandais.

● Maureen, quelle est la place des femmes dans la lutte ?

● Les femmes ont revendiqué la même place et responsabilité que les hommes, pas seulement le droit de porter les armes et se faire tuer.

J'ai passé 3 ans à Armagh, arrêtée d'après la loi anti-terroriste. En Irlande du Nord, on peut être arrêté sur simple présomption d'appartenance à l'IRA, organisation interdite. Pour moi après mon arrestation, on a dit avoir trouvé des armes chez moi. Gardée à vue pendant 3 jours, j'ai nié. On m'a dit : "ça ne sert à rien, on retient assez de choses contre vous" ; et j'ai été transférée à Armagh.

● Le rapport d'Amnesty International fait état de torture en Irlande qu'en est-il ?

● Oui, bien sûr, la torture existe. Il s'agit surtout de brûlures de

piqûre, d'élongations en plus des mauvais traitements permanents. En 78, 40 gardiens de prison hommes et femmes sont passés en jugement pour avoir battu des femmes détenues.

● Quel lien faites-vous avec d'autres luttes d'indépendance ?

● **K.** : le rapprochement le plus clair qui puisse être fait, c'est avec la lutte des algériens pour leur indépendance il y a 20 ans. Notre lutte contre l'anglais envahisseur est du même ordre. Mais actuellement il y a des contacts entre le comité et les autonomistes bretons. Le problème le plus important me semble être la collaboration des polices, la mise en place de l'espace judiciaire européen.

● Qu'attendez-vous de la campagne internationale du "national H. Block comité" ?

● En tout premier lieu, que des personnalités et organisations fassent pression sur le gouvernement britannique afin qu'il cède aux revendications des prisonniers et mette ainsi fin à la grève de nos camarades. Cela peut être fait sous forme de lettres, de pétitions aux ambassades britanniques. Enfin nous attendons des moyens d'information qu'ils rendent compte du conflit de notre pays contre les envahisseurs anglais".

Chaque semaine 7 autres prisonniers se joindront aux premiers grévistes, ainsi de suite jusqu'à ce que les 350 jeûnent. D'après le comité il faut s'attendre à un mort d'ici quelques semaines.

Pour toute lettre ou pétition : secretariat : "The national H. Block 50 Mountjoy Square DUBLIN 1.

### un nouveau comité nantais

La situation des prisonniers deviendra dramatique dans les semaines à venir, il faut s'attendre à des morts d'homme si une mobilisation massive ne fait pas fléchir le gouvernement britannique. A la suite du meeting du 31 novembre dernier il a donc été décidé de créer un comité local de défense des prisonniers irlandais (Un comité national à vu le jour dernièrement).

Une réunion publique aura lieu le mercredi 12 novembre à 20h30 à la MJ de la Bernadière, St Herblain pour envisager les différentes formes de mobilisation et d'action à mener sur Nantes.



# PRODUIRE ET CONSOMMER AUTREMENT ?

Suite au boycott des consommateurs sur la viande de veau, l'APL a pensé ouvrir un dossier sur deux problèmes posés par cette action : le premier problème, c'est celui des rapports entre producteurs et consommateurs ; on trouvera à ce sujet d'une part le compte-rendu d'une réunion avec la CSCV et les Paysans-Travailleurs, d'autre part un aperçu de la position de l'UFC.

Le second problème, c'est celui d'une alternative non "marginale" possible aux conditions de production et de consommation actuelle : on trouvera sur cette question d'une part le résultat d'une rencontre avec un producteur qui essaye de sortir des circuits industriels, d'autre part une visite de marché, enfin une partie de la discussion paysans-travailleurs/militant(e)s de la CSCV.

Le moins que l'on puisse dire c'est que, pour aucun de ces problèmes, les solutions n'apparaissent claires, et radieuses. Mais peut-être qu'à partir de ces éléments des idées et des réalisations viendront bientôt.



## une réunion...

Une réunion sur le "veau aux hormones", comme il a du y en avoir d'autres dans le département. Trois organisations appellent : la Confédération Syndicale du cadre de vie (CSCV), les Paysans-Travailleurs (PT), le syndicat de la Médecine Générale (SMG). L'idée semblait bonne de mettre en présence des producteurs et des consommateurs, d'autant plus qu'il faut bien avouer qu'on avait plutôt de la sympathie pour les organisations invitantes.

## les revendications des "consommateurs"

La réunion commence par une prise de parole de la CSCV, qui est en fait à l'initiative de la réunion, et qui présente le pourquoi de cette réunion. La CSCV proteste en particulier contre le fait que ses communiqués ne passent pas dans la presse (entendez : Ouest-France et

Presse-Océan. Le compte-rendu d'une conférence de presse CSF-CSCV est paru dans le dernier APL). Dans son communiqué du 24 octobre, la CSCV se prononçait pour :

"- l'interdiction dans l'alimentation animale des anabolisants qui concourent à transformer la qualité des viandes par une présence abusive d'eau et à tromper les consommateurs ;



"- le renforcement de la loi (CEYRAC) qui ne prévoit pas les mesures permettant de vérifier l'utilisation effective d'ostrogènes à des fins uniquement thérapeutiques ;

"- le retrait systématique du marché pour les animaux dont les prélèvements seraient positifs ;

"- la mise en place d'une législation européenne permettant une protection efficace du consommateur !

La CSCV ajoutait :

"Dans le prolongement de sa campagne VIVRE MIEUX-VIVRE AUTREMENT, la CSCV condamne une politique qui encourage l'utilisation de pratiques industrielles en matière d'élevage, pratiques qui pénalisent les petits éleveurs et s'effectuent au détriment de la qualité des produits et de la santé des consommateurs. Elle entend mener les actions nécessaires pour faire aboutir les revendications des consommateurs".

## le productivisme en agriculture

Les Paysans travailleurs prennent ensuite la parole, et ce sont eux qui animeront en fait le débat. (mise à part une intervention du représentant du SMG pour dire qu'on ne connaissait pas vraiment les conséquences sur la santé de la viande de veau hormonée, mais qu'en ce qui concernait les oestrogènes absorbées par les femmes pour le traitement de la ménopause ou la contraception, ça on savait et ça n'était pas bien du tout !)

Les Paysans Travailleurs commencent d'abord par dénoncer le productivisme qui se fait au détriment de la qualité et surtout des conditions de vie et de travail des paysans ; ils montrent comment, pour dégager un revenu minimum, les paysans ont été contraints à travailler plus et à accroître les rendements : dans ce cadre, tous les élevages industriels (70% de la production de veau) ont été contraints à pratiquer les implants, soit sous le couvert des firmes, soit en se débrouillant par eux-mêmes.

Cette analyse permet de bien comprendre les revendications des paysans-travailleurs :

- obtention pour les paysans de contrats comportant des clauses sur les rémunérations, la durée du travail, le volume de production maximum par éleveur, la prise en

charge des bâtiments et des frais de gestion ... contrats qui seraient en agriculture l'équivalent des conventions collectives dans l'industrie ;

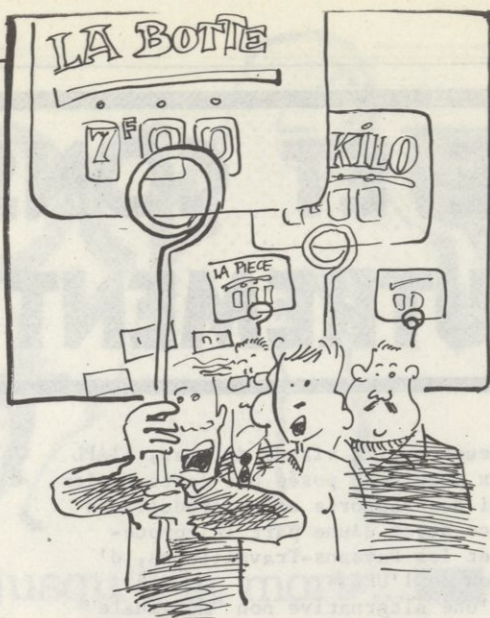
- possibilité de recours contre les firmes coopératives (à l'heure actuelle, un paysan coopérateur ne peut attaquer "sa" coopérative, puisque ce serait s'attaquer lui-même), - ce qui aboutirait à un statut identique pour l'éleveur, qu'il travaille avec une firme privée ou avec une firme coopérative ;
- interdiction totale de tous les anabolisants (qu'il s'agisse d'hormones naturelles ou artificielles) et mise en place de contrôles (que ce soit sur les médicaments ou dans les abattoirs) ;
- retour à la production du veau au lait entier, ce qui même avec les subventions accordées aux producteurs amènerait des économies (poursuite d'économies d'énergies et suppression d'autres subventions liées aux processus de production actuels).

## un front producteurs consommateurs ?

Et puis, c'est la discussion de renseignements supplémentaires sur les conditions de travail des paysans intégrés, et sur les conséquences du boycott : celles-ci ont été importantes, car un veau de boucherie, en production intégrée ne vieillit pas : ou il est abattu pour finir dans notre assiette, ou il meurt d'anémie !

Alors, fallait-il boycotter ou pas ? Et que peut-on faire ?

C'est autour de ces deux questions que le débat pouvait se développer (puisque ce n'était pas simplement une soirée d'information) ; mais il a, apparemment, tourné court. Faut-il boycotter ? La question a été posée à plusieurs reprises sous la forme : le boycott n'était-il pas un mal nécessaire ? On comprend aisément la réticence des paysans travailleurs à admettre le boycott : il y a là un réflexe d'auto-défense absolument compréhensible : un travailleur n'est pas toujours prêt à proposer une action qui lui supprime son travail voire, dans la période actuelle,



tout travail ! Mais peut-on pour autant être d'accord avec une formule du genre : "le boycott est une arme trop sérieuse pour être laissée aux mains de n'importe quel consommateur" ou "on n'est pas pour un pouvoir consommateur apolitique ; MONORY était pour le boycott" ? Les consommateurs "apolitiques", c'est l'UFC, accusée d'avoir profité de l'occase, et accusée d'avoir accepté la charte du veau proposée par le gouvernement (et que paysans travailleurs et la CSCV n'ont pas signé).

Paysans Travailleurs se prononce "pour un front commun producteurs, travailleurs de l'agro alimentaire, et consommateurs". Mais que recouvre ce front, dirigé "contre la politique des firmes agro-alimentaires" ?

Quelle peut-être la base d'accord d'un cartel d'organisations (PT, CSCV, CGT, CFDT, MODEF) et quelles batailles pourra-t-il ou voudra-t-il mener pour la défense des consommateurs ?

Lorsqu'un paysan-travailleur dit : "le front producteur/consommateurs n'est pas possible si l'organisation de consommateurs n'envisage son rôle que comme organisation de consommateurs", on comprend bien l'inquiétude justifiée d'actions qui ne prennent pas en compte l'existence de différentes catégories de travailleurs.

Mais s'agit-il de les préserver telles qu'elles sont ?

En d'autres termes, faut-il qu'on crève (nous, les consommateurs) pour qu'ils (les paysans) ne crèvent pas ?

## une alternative ?

Une bataille pour obtenir une "bonne" loi est-elle suffisante ? On pourrait concevoir que cette bataille - pour l'amélioration de la loi - soit un volet, l'autre volet étant la tentative d'organisation de la production et de la consommation, dans les faits, sous une autre forme, dès maintenant. Car il est bien évident que si le mot d'ordre de boycott a eu tant de succès, c'est non pas parce qu'une organisation, en l'occurrence l'UFC, l'a lancé, mais parce qu'il y a prise de conscience d'une situation à un niveau de masse. A cela la réponse a été que la vente directe des produits actuellement fabriqués n'était pas intéressante pour les consommateurs (ça, on comprend aisément : d'autant plus que les hormones c'est rien à côté de tous les produits-antibiotiques, pesticides, engrais, desherbants... utilisés pour toutes les productions !), et que un changement serait très compliqué : pour vendre du veau au lait entier naturel il faudrait s'arranger avec un vétérinaire, trouver un abattoir découper le veau, le conserver, etc etc...

C'est sûr que c'est compliqué. Parce que ça suppose des changements très importants, de vie, de travail, de comportement, des producteurs comme des consommateurs. C'est aussi compliqué pour les paysans intégrés de changer de statut dans le travail que pour les ouvriers à qui "leur" patron dit : "et si on se mettait en coopérative". Avoir un patron n'a pas que des inconvénients ! Oui, tout cela est bien compliqué. Mais peut-on s'en sortir autrement qu'en prenant nous-mêmes en charge une autre façon de produire et de consommer ? N'est-ce pas le seul moyen pour éviter que la bataille ne soit reportée sur un adversaire de plus en plus lointain (le gouvernement, les règlements européens, le marché international...)? N'est-ce pas aussi la seule façon de donner une possibilité réelle de débouché à une bataille pour une meilleur loi, qui soit appliquée, et d'éviter que le front producteurs-consommateurs soit un rideau de fumée qui ne serve ni les producteurs ni les consommateurs ?

Albert.

# boycott du veau

## l'indépendance de l'UFC irrite, les consommateurs approuvent

Le veau aux hormones, ce n'est pas nouveau ! En 1971, l'UFC dénonçait déjà le traitement des veaux par les hormo-

nes, et en 1973 appelait les consommateurs dans sa revue "Que Choisir?" à ne plus acheter de viande de veau Malgré la loi de 1976 interdisant

l'usage des hormones dans l'élevage l'UFC en 1978 en dénonçait l'usage massif : 80% des veaux injectés.

Depuis, l'UFC n'a pas cessé d'intervenir auprès du Ministère de l'Agriculture et de mettre en garde les consommateurs.

Cela a duré dix ans, et aurait pu continuer encore très longtemps, de "dénonciations" en "exigences" et en vœux pieux... sans soulever la moindre vaguelette !

"Un boycott dans n'importe quelles conditions, n'importe quoi, n'importe comment ?"

- alors que, au début de l'été 80 un important trafic de DES (produit dangereux) était mis à jour dans plusieurs régions de France,

- alors qu'en même temps les vétérinaires et le syndicat des Paysans Travailleurs dénonçaient dans la presse les pratiques imposées par les firmes agroalimentaires,

- alors qu'en Loire Atlantique, deux éleveurs portaient plainte contre X et accusaient la CANA de pratiquer à leur insu des injections d'hormones sur leurs animaux.

"N'importe quand" !!

Quand la santé des consommateurs continuait d'être menacée, grâce à la complaisance des pouvoirs publics l'UFC ne pouvait se dérober dans de telles circonstances. Le moment n'était-il pas venu d'utiliser les dernières armes : le boycott ?

"N'importe comment ?" Mais qu'est-ce qu'un boycott, sinon une grève des achats ! Ainsi la grève, revendiquée légitimement par les syndicats lorsque les intérêts des travailleurs sont menacés, ne pourrait pas être utilisée par les consommateurs lorsqu'il y a danger ?

Bien sûr, comme toute grève elle pénalise aussi dans l'immédiat des professionnels qui sont eux aussi victimes d'un système économique : l'UFC qui en a conscience, a pris ses responsabilités en lançant non pas une "opération spectacle" mais une véritable "action responsable" répondant à un état d'urgence.



Il est vrai qu'aucune autre organisation, ni politique, ni syndicale ni de consommateurs n'a approuvé, ni appuyé cette campagne. Ce qui a bien montré qu'entre la santé des consommateurs et l'intérêt des éleveurs, elles avaient choisi... seule l'UFC, réellement indépendante n'a pris en compte que les seuls intérêts des consommateurs. Ceux-ci d'ailleurs ne s'y sont pas trompés qui ont suivi massivement, nul ne le contestera, le mot d'ordre, malgré les tentatives déployées de toutes parts pour "noyer le poisson" et les rassurer ! Et pourtant qui les y obligeait ? Ce mot d'ordre de boycott lancé à l'ensemble des Français, n'a pu rencontrer une telle adhésion que parce qu'ils ont reconnu là leur intérêt. Et c'était bien la première fois que la grande majorité des consommateurs s'unissaient pour faire valoir leurs droits, en l'occurrence droit à une alimentation saine et de qualité.

Résultats : en quelques jours, le dossier du veau était enfin ouvert, tous les niveaux de responsabilité interpellés. Les ministres européens, inquiets de l'extension du mouvement dans leurs pays, se réunissaient à Bruxelles et prenaient la décision d'interdire les hormones, d'instaurer un système de contrôle dans les fermes, et d'harmoniser la politique de production à l'échelle européenne.

Le Ministre de l'Agriculture prenait des mesures pour renforcer les contrôles et sanctionner les contrevenants, et fin octobre interdisait la vente de viande aux hormones. Ces mesures non seulement satisfont les consommateurs mais elles doivent permettre aussi aux éleveurs de produire, comme ils le souhaitent, une viande de bonne qualité.

C'est là ce que la CSF et la CSCV appellent une "efficacité encore prouvée" ! Il serait intéressant de savoir comment ces organisations comptent s'y prendre pour faire aboutir les "exigences" qu'elles proclament.

Bien entendu, si des résultats importants sont incontestablement acquis, l'UFC n'a pas refermé le dossier du veau, ni ceux de l'alimentation et de la santé pour lesquels il reste tant à faire.

Pour faire avancer les choses, les organisations de consommateurs ont besoin de toutes leurs forces et ont certes mieux à faire qu'à céder à des réactions dont le mobile n'est pas clair...

Quant à nous, nous ne souhaitons pas poursuivre une polémique stérile, il serait plus profitable que les associations de consommateurs s'unissent avec le seul souci de l'intérêt des consommateurs. ■

UC 44.

## marché: faites vos prix

Par un frais samedi d'automne, vous prenez votre panier et vous partez faire vos courses.

Direction : le marché de TALENSAC, avec ses variétés de commerçants, plus ou moins petits, plus ou moins producteurs, plus ou moins bio. Et au retour vous pourrez vous arrêter dans une plus ou moins grande surface.

Objectif : voir le prix des produits proposés au consommateur.

Naturellement vous êtes un consommateur quelconque : c'est-à-dire que vous regardez ce qu'il y a à l'étalage, les prix, l'apparence des produits proposés. Mais vous n'avez

pas d'instrument pour tester la qualité des produits et vous vous dépatouillez avec les étiquettes sans forcément en saisir toutes les subtilités.

A Talensac, sur la droite en remontant par l'extérieur, vous trouvez toute une série de vendeurs et de vendeuses qui paraissent être également producteurs-trices : on peut même acheter des poules et des poulets vivants !

Vous trouvez des oeufs de 6,80 Frs à 7,50 Frs, des poulets (garantis au blé et courant sur le pré) entre 16 Frs et 18 Frs le kilo, du lapin fermier à 26 Frs le kilo.



Vous rentrez à l'intérieur (là, ce sont les commerçants patentés) : les prix sont à peu près les mêmes un peu plus élevé chez le marchand bio (lé poulet à 22 frs/kg, les oeufs 9,80 la dz), un peu moins élevés chez le boucher qui vend les poulets Unicopa (tout un programme) : 12,90 le kg de poulet.

Mais ça n'est pas toujours vrai. Le même boucher qui vend les poulets Unicopa vend du lapin à 27,85 Frs le kilo. Quant au porc, vous trouvez du filet à 25,60 chez un charcutier quelconque, et à 28 Frs/kg chez le bio. Mais pour le prix de la viande, ça n'est pas facile de s'y retrouver, vu qu'il ne faut pas croire que les morceaux sont étiquetés avec précisions.

A noter qu'il n'y a pas de veau chez le marchand bio (je suis un client plus ou moins fidèle, mais

je n'en ai jamais remarqué). Au retour, vous vous arrêtez dans un magasin qui vous affirme qu'il "défend votre pouvoir d'achat". Les oeufs (qui datent de quand ?) sont à 3,10 ou 3,45 la demi-douzaine selon le calibre, le porc à 26,80 dans l'échine. Le lapin : il n'y en a pas. Et le poulet... alors là c'est est compliqué ! Il y a un poulet "noir" (qu'est-ce-que ça veut dire à part qu'il a les pattes noires ?) à 20,10 Frs/kg ; et quelque chose dont rien n'indique s'il s'agit d'un poulet d'une poule, ou d'autre chose qui ressemble à 19,30F/kg ; mais attention : il y a, en plus du poulet, une barquette en plastique, et c'est là dessus que le marchand met le paquet ! Vous saurez peut-être ce que vous mettez dans la barquette, mais pas ce que vous aurez acheté à manger.

Quelles conclusions pouvez-vous alors tirer de cette promenade ? D'abord qu'elle vous a pris du temps que ça n'est pas facile de s'y retrouver. Mais que les différences de prix ne sont pas aussi grandes que vous pouviez le penser :

Vous en concluez aussi que le grand magasin, qu'il "casse les prix" ou qu'il soit "moins cher", c'est pas terrible pour l'alimentation, y compris au niveau des prix (sauf peut-être pour les apéritifs : vous savez, ceux qui dérouillent les clous usés).

Vous en concluez enfin que s'il y avait des producteurs qui produisent de la nourriture mangeable et qui la vendent dans des conditions un tant soit peu adaptées aux conditions de vie en ville, ils s'y retrouveraient sûrement, et cela serait vachement bien pour vous !

Albert. ■



## «ma pomme»

- Q. - "A quelle saison fleurissent les pommiers ?"  
 R. - "Pourquoi ? Ca a des fleurs ?"  
 Q. - "Et quand cueille-t-on les pommes ?"  
 R. - "Sûrement en été, tiens !"

Dialogue fantaisiste, totalement imaginé. Mais avec des réponses qui pourraient bien ne plus l'être, tant la méconnaissance des mécanismes saisonniers et leur influence sur la production fruitière tend à s'accentuer. Le producteur de pommes rencontré s'étonne et se panique de voir combien les consommateurs ignorent de plus en plus les rythmes naturels. Et pour cause, me confie-t-il, désormais il va de soi de trouver toute l'année tomates, courgettes, poivrons dans les super-marchés. Bientôt on trouvera même des fraises à Noël. C'est le point de départ du décalage entre producteurs et consommateurs, les premiers connaissent les limites de la production fruitière et maraichères, les seconds devenant de plus en plus exigeants sur l'arrivage constant des produits. Fier service que celui rendu par l'extension du Marché Commun. Les régions chaudes du Sud de l'Europe pallient aux insuffisances naturelles de nos régions tempérées. Et c'est le point de départ aussi de la fragilité des produits consommés, puisqu'ils sont cueillis et récoltés bien avant leur maturité. L'exemple dans la pomme, c'est celui de la Golden. Le plus souvent insipide et sans consistance, la Golden est une pomme destinée à l'exportation. Depuis une bonne dizaine

d'années, elle est produite pour l'étranger, traitée en ce sens et cueillie bien avant maturité. Si les Golden ne sont pas vertes à la frontière anglaise ou allemande, elles sont refusées. Rien que ça. Heureusement que pour les autres variétés, au moins dans notre région il n'y a rien de tel. On ne constate pas de dégradation qualitative, sans doute parce que la production est limitée, mais aussi parce qu'entre techniciens agricoles et producteurs, on connaît les limites du traitement à ne pas dépasser. Mais là encore, d'autres problèmes apparaissent. Les critères de classification sur les fruits et légumes sont très discutables. Pour les pommes, par exemple, c'est l'aspect extérieur qui est prioritaire. Les taches sont inexcusables. Critère sans fondement m'a dit un producteur. Mieux même, certains traitements peu nocifs sont les plus néfastes pour l'aspect extérieur des pommes. Moralité, les pommes plus "écologiques" sont déclassées et les consommateurs les ignorent.

Question typiquement culturelle donc, tout comme celle de la "présentation" dans les grandes surfaces. La même pomme sera vendue à 2,00F, 2,50F ou 3,50F le kg suivant l'étalage, le plateau, le papier utilisé. Eh bien, c'est la plus chère qui est la plus achetée. Quelle dérision pour le producteur ! Comment combattre cette tendance à privilégier constamment l'aspect extérieur, indépendamment du contenu du produit ? Question analogue

à celles posées par les producteurs de veau lorsque les consommateurs exigent la viande blanche, alors que la viande légèrement rosée est signe de meilleurs qualité. Avec le minimum d'intox, on peut faire bouffer n'importe quoi.

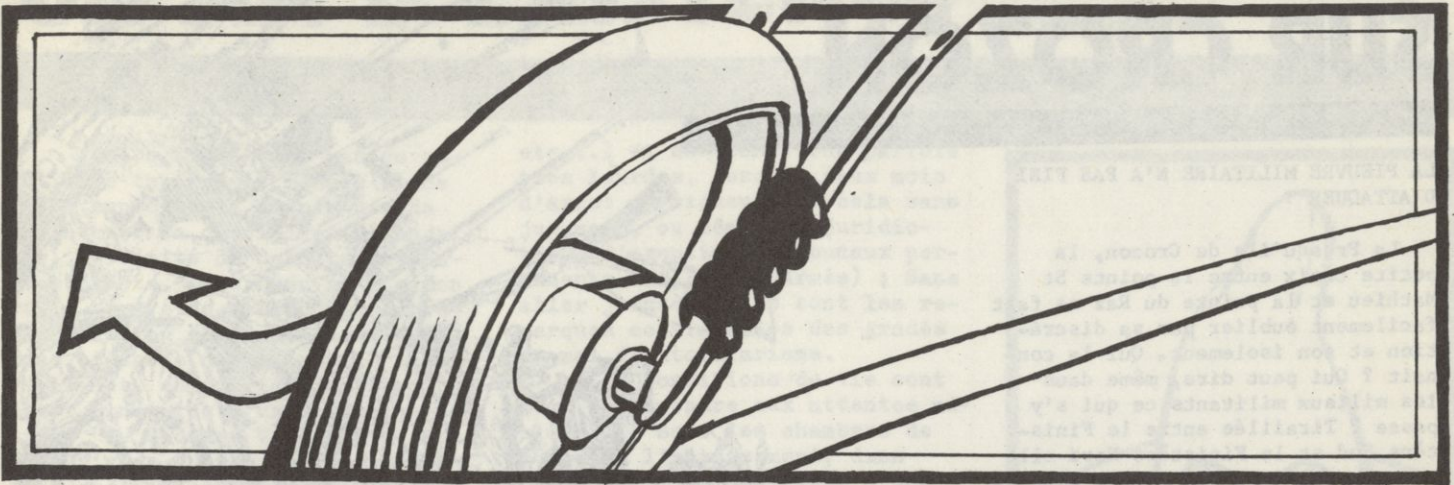
Comment s'en sortir ? Il n'est pas possible d'avoir des pommes sans défauts : pas traitées, elles risquent les vers. Les productions dites "biologiques" ne peuvent être démultipliées. Les créneaux commerciaux pour la qualité et pour le prix exigé (la qualité devrait-elle se payer ?) ne sont pas démultipliables. L'agriculture biologique trouve aussi ses limites lorsqu'on sait que les critères de définition ne sont pas les mêmes en France, en Suisse, en Allemagne.

A quel saint faut-il se vouer ? Entre producteurs et consommateurs, les conflits continueront d'exister. Les exigences des seconds sont réelles et justes dans les limites de leurs connaissances et de ce que peut réellement produire la nature. Quant aux premiers, c'est la fragilité de leur statut économique qui les préoccupe. Pour les pommes, ne nous en faisons pas trop pour l'instant. Mais il faut chercher des issues du veau ou du poulet. A moins que vous ne préfériez les labels de qualité. Mais alors, payez pour moi !

Paul K.



# B R È V E S ...



## LES MOTARDS MONTRENT LES CHROMES

La moutarde monte au nez des motards. La FFMC (fédération française des motards en colère) poursuit son action pour la sécurité : après diverses entrevues avec la mairie de Nantes et la préfecture, elle profitait de la journée du 1er novembre pour "vérifier sur le terrain" si les promesses sont tenues. Le boycottage de la vignette devient effectif et des manifestations auront lieu le 15 novembre dans toute la France. Rencard des motards nantais : 15 novembre à 15H au Champ de Mars.

## CHANTIER MODÈLE.

C'est ce que réclame la CGT pendant la durée de la construction de l'hôpital Nantes-Nord. La CGT construction avait reçu l'assurance de M. CAMOUS, alors préfet de région, qu'une expérience serait faite sur ce chantier : on installerait des structures d'accueil pour les salariés qui fréquenteront ces lieux pendant trois ans. Or, on est en train de débiter les travaux sans même qu'un comité particulier d'hygiène et de sécurité soit mis en place et le maître d'oeuvre du chantier a refusé qu'une négociation préalable s'engage sous la tutelle de l'Inspection du Travail.

## ASSISTEZ LES ASSISTANTS.

Les élèves des écoles d'éducateurs spécialisés et d'assistants sociaux de Nantes ont occupé les locaux de la DDASS mardi 28 octobre. Leur situation financière est en effet très dure : les études durent trois ans, coûtent cher en raison des stages et les ressources de certains étudiants sont pratiquement nulles (entre 2000 et 7500F/an). Ils revendiquent l'obtention de bourses de promotion sociale et, dans l'immédiat, le paiement et la revalorisation des bourses d'Etat. Le directeur de la DDASS a refusé de recevoir une délégation. Les élèves assistants organisent une nouvelle journée d'action le mardi 4 novembre avec pique-nique à la DDASS et à la DRASS.

## PATRON INDÉLICAT.

La délation ? Peut-être une piste de lutte originale pour sortir de la crise. Le patron de l'entreprise DINAND (fournitures automobiles) de Saint-Hilaire de Loulay piquait dans la caisse. En six mois, ses "irrégularités" avaient fait chuter le chiffre d'affaire de 30%. Alors les 30 salariés de chez DINAND ont tout bonnement "donné" leur patron à la police. Le SRPJ d'Angers a fait une descente dans l'usine. Riposte du patron : un plan de restructuration "fondé sur le développement de l'informatique" et comportant le licenciement de la salariée qui avait découvert les trous dans la caisse. C'est la grève immédiate avec occupation. Elle dure depuis le 8 octobre. La boîte est en dépôt de bilan et les 30 de chez DINAND, qui se flattent "d'avoir licencié leur patron", demandent un gestionnaire compétent pour prendre la tête de l'entreprise".

## DÉPOTOIR.

C'est ce qu'est devenu l'autrefois "charmant ruisseau de l'Aubinière". Des industriels de la zone de Carquefou y rejettent allègrement leurs déchets polluants qui viennent grossir la Loire en amont de l'usine de pompage de La Roche alimentant l'agglomération en eau potable. Les accidents se multiplient (cf APL n° 138 "Le temps des vidanges"). Gouttes d'hydrocarbures qui viennent de faire déborder le vase : deux plaintes viennent d'être déposées contre l'entreprise de bâtiment COIGNET. Les inspecteurs de salubrité des services d'hygiène de la ville sont remontés à la source d'une "pellicule blanchâtre dégageant une forte odeur d'essence" : l'égoût de l'entreprise en question M. STALDER, maire de Carquefou a porté plainte, bientôt suivi par le Bureau d'Hygiène agissant au nom du Maire de Nantes.

## CHAUSSÉE GLISSANTE

Les salariés de la production de l'entreprise BOURDIN & CHAUSSEE (industrie routière) sont en grève depuis le 27 octobre pour réclamer la revalorisation de leurs primes de déplacement. Des primes qui n'ont pas bougé depuis plus de quatre ans. La direction régionale a tenté de diviser le personnel en faisant des propositions pour la seule catégorie des chauffeurs. Le mouvement est suivi par la quasi-totalité des salariés de l'usine de Nantes et des contacts sont pris avec les autres agences régionales.

## PUÉRICULTRICES.

Elles sont à votre disposition dans les centres médico-sociaux "pour répondre à vos questions sur la santé de votre enfant, son éveil, son développement, son mode de garde, ses relations avec vous"... Jusqu'à présent, la Loire-Atlantique était l'un des départements les mieux équipés en matière de prévention. Les puéricultrices étaient en nombre satisfaisant en milieu urbain, alors que les besoins en milieu rural étaient insuffisamment couverts. Aujourd'hui la DDASS décide de réduire le personnel en supprimant des postes en ville. L'objectif encore une fois est clair, dénoncent les travailleurs sociaux de St Herblain et Indre : "nous allons vers une suppression progressive du service gratuit au bénéfice du secteur libéral".

## LA GAUMONT SOUTIÈNT PLOGOFF.

"Plogoff, des pierres contre des fusils", le film de Nicole et Félix LE GARREC, sortira le 19 novembre dans le circuit commercial : cas unique pour un film sans budget, sans scénario et sans gros moyens techniques, il bénéficie d'un important circuit de distribution. GAUMONT a donné son feu vert pour le projet dans cinq salles parisiennes et il sortira simultanément dans plusieurs villes bretonnes. Nous pourrions voir "Des pierres et des fusils" à St Nazaire à partir du 26 novembre.

# LA PIEUVRE SUR CROZON

LA PIEUVRE MILITAIRE N'A PAS FINI D'ATTAQUER !

La Presqu'île de Crozon, la petite croix entre la pointe St Mathieu et la pointe du Raz se fait facilement oublier par sa discrétion et son isolement. Qui la connaît ? Qui peut dire, même dans les milieux militants ce qui s'y passe ? Tirailée entre le Finistère Sud et le Finistère Nord elle reste un point d'attraction touristique important. "La côte est si belle, si sauvage !" Mais après la vague estivale elle retombe dans l'obscurité et dans l'indifférence (à part celle des militaires évidemment) "L'Ile longue" - cela ne dit rien aux gens quand on en parle "C'est où ?" C'est quoi ? Fait inquiétant mais qui révèle bien que la cangrène militaire s'est installée tranquillement et discrètement en Bretagne sans rencontrer une opposition réelle et efficace. Et pourtant, quand on regarde les installations militaires sur la Presqu'île de Crozon, il y a de quoi hurler, sans parler de tout ce qui prospère autour de la Presqu'île de Crozon dans le Finistère et ailleurs en Bretagne. Restons sur le plan de Crozon puisque c'est là encore que la pieuvre militaire a choisi d'attaquer. Rapide énumération des terrains et bases militaires dans la Presqu'île ?

- la base aéronavale installée avant guerre
- l'école navale (1945) (Lannéoc)
- centre de commandos de Marine de Quilern (dès 1960)
- l'Ile longue : base de sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (1967)
- Entrepot de missiles nucléaires, équipant les sous-marins sur la colline de Gwennenez (45%)
- la gendarmerie maritime pour la protection de l'Ile longue
- les terrains militaires sur les trois pointes de la Presqu'île :
  - Sémaphore + terrains au Cap de la Chirre (sud)
  - Sémaphore + terrains à la pointe du Toulinguet (Ouest)
  - Toute la pointe des Espagnols (terrain d'entraînement) (nord).

La Presqu'île a toujours été convoitée pour sa position stratégique et aussi pour la facilité qu'elle a d'être isolée et coupée du reste du continent.

Trois routes pour y accéder : la route de Brest, avec un pont (les militaires ont prévu de le couper en cas de... ?)

- route de Chateaulin-Menez hom, gardée par la caserne Ty Vougeret

(près de 3000 soldats prévus) créée en 1978 pour la protection de l'Ile longue

- et une toute petite route côtière très facilement contrôlable.

Le 17 juin "Le Télégramme" canard peu révolutionnaire du Finistère, lance la nouvelle sous forme d'interrogation :

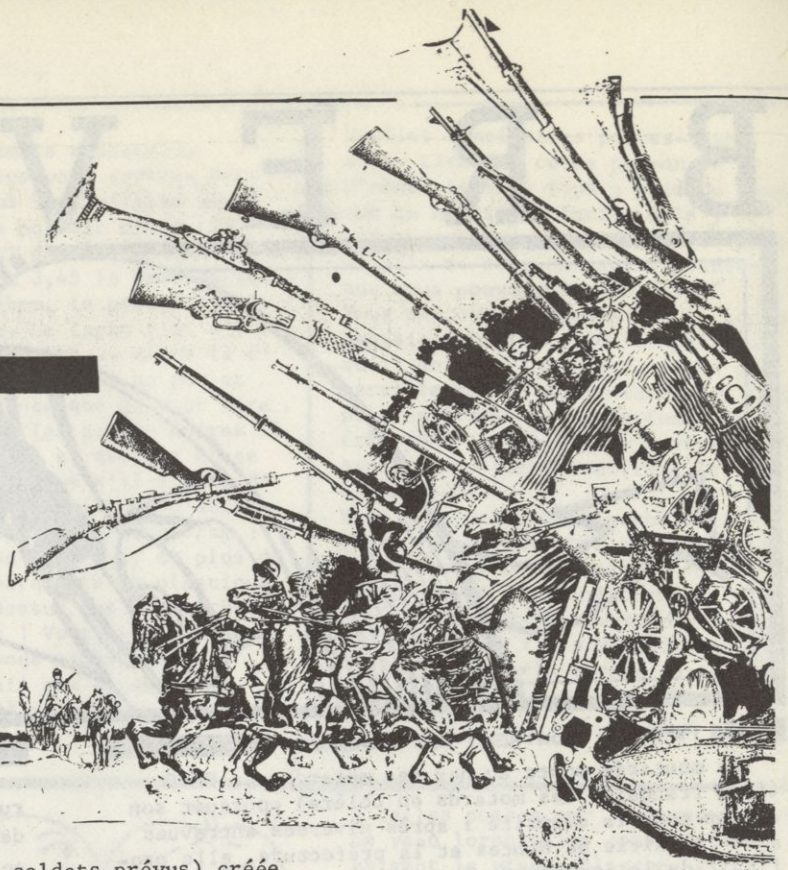
"Une deuxième base de sous-marins nucléaires lanceurs d'engins au Cap de la Chèvre ?"

Giscard et Barre parlent parallèlement de l'acquisition de nouveaux sous-marins d'attaque (la nuance est d'importance ! fini la dissuasion ou du moins ce baratin sur l'armement nucléaire défensif, comme moyen de dissuasion on ne parle plus que d'attaque.) les vieux sous-marins aux noms si évocateurs "inflexible" "redoutable" "foudroyant"... sont disparus !

L'Ile longue est parait-il trop petite ! Rien d'étonnant à ce que l'on ait pensé au Cap de la Chèvre. Toutes les structures militaires prévues pour la protection, la réparation des SM sont déjà en place dans la Presqu'île et à Brest. Cette information a été démentie par la préfecture maritime enfin le projet par lui-même, mais aucun démenti sur des études éventuelles.

Dernièrement, après de nombreuses et diverses rumeurs positives ou négatives, FR3 la télé régionale, reprenait la nouvelle, le samedi 18 Oct. dans ses informations télévisées, avec ces termes : "il est prévu la construction"... etc... "Emotion dans le coin !" C'est trop ! La Presqu'île crève si les militaires installent cette nouvelle base.

Elle se débat déjà lourdement dans un grave déséquilibre économique : 2 seules ressources aléatoires et insuffisantes : le tourisme et les militaires. Ne hurlez pas ! C'est tout ce qui existe, ici et tout est mis en oeuvre depuis longtemps pour qu'il n'est rien d'



autre. Dès juillet, création d'un comité contre l'extension des terrains militaires qui commence son action par chercher des informations, les diffuser sous forme de tracts, affiches, de pétition (3000 signatures).

Des gens du coin et des "touristes" (propriétaires de maisons secondaires) y participent. La mairie a pris position contre le projet d'extension - le maire est président d'honneur du comité.

Le but du comité est limité et en même temps énorme : "Empêcher une nouvelle extension militaire dans la Presqu'île de Crozon" D'après nos sources "officieuses" (il va sans dire), l'appétit de la pieuvre ne s'arrêterait pas là :

- Toute la baie de Douarnenez prévue comme terrain de manoeuvre pour la marine ?
- des missiles sol-sol-air enterrés un peu partout au Cap de la Chèvre ?
- extension de l'Ile longue avec main mise de + en + grande sur la rade de Brest ?
- une base au Menez Hom ?
- extension de la caserne de Ty Vougeret ?

La machine infernale finit de ser-rer ses boulons sur tout le Finistère !! N'oublions pas que Plogoff est à une dizaine de km à vol d'oiseau de la Presqu'île. Quel avenir est tracé là haut pour la presqu'île, pour le Finistère, pour la Bretagne ?

Il y a de quoi s'inquiéter et il est grand temps d'organiser une opposition sérieuse !

Pour tous contacts avec le comité: Comité contre l'extension des terrains militaires dans la presqu'île de Crozon. Mairie de Crozon B.P. 29160 CROZON.

# UN AN D'EXISTENCE

Un comité de soldats  
à la caserne Mellinet  
de Nantes

Même s'il ne fait pas de publicité tapageuse, même s'il ne peut empêcher la hiérarchie de maintenir sa discipline légendaire, le Comité de Soldats de Nantes existe. Depuis un an environ il a essayé de mener une contre-information systématique auprès des bidasses de la caserne Mellinet, en publiant en particulier 2 numéros d'un journal intitulé "le Bidasse Vacciné", ainsi que divers autres tracts. Dans une récente conférence de presse il a expliqué, ce n'est pas vraiment une surprise, que rien n'avait vraiment changé dans nos casernes :

"Dans l'opinion publique, il est généralement admis que la condition des appelés du Service Nationale a beaucoup changée en quelques années. On pense la discipline reléguée aux oubliettes de l'histoire (coupe de cheveux moins stricte, brimades dépassées etc...), ainsi que les rapports d'autorité arbitraire des gradés sur les appelés, on pense les conditions de casernement beaucoup plus acceptables...

Bref, un an de Service, ce serait un an de vacances. Et l'armée est toujours considérée comme garanti de l'indépendance nationale, et comme moyen de défense de la population. Tout ceci est entretenu par les opérations de propagande de l'armée (journées Sport-Armée-Jeunesse, opération Marée-noire, journée des paralisés, etc...).

Et pourtant, la condition de l'appelé n'est pas aussi enviable que cela ! Loin de là !

D'une part, il faut savoir que les conditions de vie sont très différentes d'une caserne à une autre, d'une armée à une autre.

- En ce qui concerne le Centre d'Instruction des Services de Santé (C.I.S.S. de Nantes), la discipline y existe et d'une façon toujours abêtissante. Ce sont les brimades perpétuelles portant toujours sur des futilités (rengers qui ne brillent pas

etc...) et des sanctions parfois très lourdes, jusqu'à deux mois d'arrêt de rigueur, et cela sans jugement, ou même les juridictions d'exception (tribunaux permanents des Forces Armées) ; Sans aller jusque-là, ce sont les remarques continuelles des gradés en mal d'autoritarisme.

-Les conditions de vie sont loin de répondre aux attentes minimum. Ce sont les chambres de 16, donc l'entassement, dans des conditions d'hygiène d'une autre époque. C'est la nourriture généralement insuffisante la plupart du temps de mauvaise qualité. Ce sont des horaires très lourds : une journée ordinaire commence à 6 h 30 pour finir à 18 h. Ce sont les gardes, les interventions, les permanences qui nous mobilisent parfois 24 h sur 24, sur une journée, une semaine, et plus dans des cas de cumuls successifs. "

En insistant aussi sur les conséquences de l'armée par rapport à l'emploi et aux ressources financières (solde de 285 F par mois pour un 2ème classe) sur l'absence des droits démocratiques fondamentaux, et sur la diffusion des "valeurs" racistes et sexistes le comité estime qu'il faut créer des comités et les soutenir partout où c'est possible :

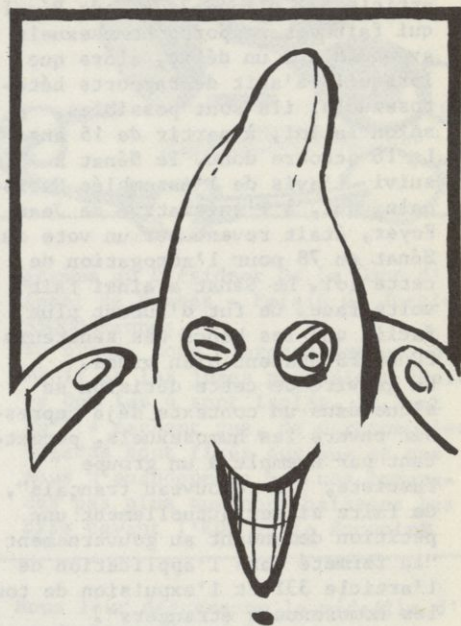
"C'est un moyen pour que des soldats s'expriment, face au monopole de l'information détenu par la hiérarchie militaire.

C'est un moyen pour trouver des parades aux coups portés par la hiérarchie.

C'est un moyen pour chercher à rompre l'isolement de la vie militaire de la vie à l'extérieur des casernes.

Cela doit aussi être un pôle revendicatif pour les appelés.

Les tâches sont nombreuses pour un Comité de Soldats, et aussi difficiles quand on sait qu'il n'a pas d'existence légale au grand jour. Son action ne peut être que souterraine, pour éviter la répression de la Sécurité Militaire."



Le Comité de Nantes estime que deux types de luttes sont nécessaires dans les casernes. Les plus immédiates ce sont celles qui touchent aux conditions de vie des soldats :

- affectation rapprochée du domicile, et transports gratuits.
- une solde décente permettant une vie autonome sans soutien extérieur (famille amis).
- des permissions régulières.
- De meilleures conditions d'encasernement.
- Suppression des brimades.

Les accords axés de lutte sont plus "de longue haleine" mais tout aussi importants :

- avoir la liberté d'expression dans les casernes, le droit de réunion et d'organisation.
- combattre le sexisme et le racisme.
- éviter que l'armée serve la bourgeoisie, aussi bien à l'étranger (Zaire, Tchad) qu'en France en cas de grève (marin-pêcheurs)

"Le mouvement des soldats n'est pas mort, contrairement à ce que certains disent.

Dans de nombreuses casernes, des soldats luttent de différentes façons.

Leurs luttes sont même entendues à l'extérieur des casernes. L'Armée ne concerne pas en effet les seuls soldats qui effectuent leur service national, même si ce sont eux les premiers touchés : par son rôle antipopulaire, par son rôle dans la lutte de classes c'est l'ensemble des travailleurs qui doivent être conscients de l'implication d'une telle institution."



# haro sur les homos

Le Sénat entérine une loi discriminatoire. Jeudi 16 octobre, il a refusé l'abrogation d'une loi qui prend son origine en 1941 sous le régime de Pétain. Il s'agit de l'article 331 alinéa 3 du Code Pénal qui fait des rapports homosexuels avant 18 ans un délit, alors que lorsqu'il s'agit de rapports hétérosexuels, ils sont possibles, selon la loi, à partir de 15 ans. Le 16 octobre donc, le Sénat a suivi l'avis de l'Assemblée Nationale, qui, à l'initiative de Jean Foyer, était revenu sur un vote du Sénat en 78 pour l'abrogation de cette loi. Le Sénat a ainsi fait volte-face. Ce fut d'autant plus facile que les bancs des sénateurs PC et PS étaient bien vides. La gravité de cette décision se situe dans un contexte déjà repres-sif envers les homosexuels, permettant par exemple à un groupe fasciste, "le renouveau français", de faire signer actuellement une pétition demandant au gouvernement "la fermeté dans l'application de l'article 331 et l'expulsion de tous les homosexuels étrangers". Dans une conférence de Presse, mercredi 29, le GLH (groupe de libération des homosexuels) et le grou-

pe lesbiennes (réunis au niveau national dans le CUARH\*) ont exprimé leurs inquiétudes et leurs difficultés quotidiennes à vivre la sexualité de leur choix.

"Nous devons lutter en permanence contre la pression sociale, normative, qui nous considère comme des anormaux, des gens aux moeurs douteuses ; par exemple, pour les femmes en cas de divorce, les enfants sont systématiquement enlevés à une lesbienne". Les hommes, eux, vivent la difficulté de garder un emploi, un logement lorsqu'ils veulent vivre à deux. Ils sont aussi la cible privilégiée des flics (fichage systématique) et des lou-bards en particulier sur les lieux de rencontre des homosexuels.

"Nous appelons les personnalités et les organisations politiques et syndicales de gauche et de droite (?) de Nantes à se joindre à nous pour informer la population et se mobiliser pour dénoncer cette loi et exiger son abrogation immédiate". Malheureusement, bien que de nombreuses organisations\* aient dit leur soutien, il n'est pas envisagé d'actions autres qu'informatives sur Nantes. R.F. ■

Permanences : GLH mercredi 18 à 19h



Librairie 71.  
Groupe lesbienne 1e/3e mardi de  
chaque mois. Maison des Femmes  
3 rue Conan Mériadec.

\* CUARH : Comité d'Urgence Anti-Répression Homosexuelle.

\* Planing familial - les Amis de la Terre, groupes femmes, CCA, OCT, LCR, UTLC, JCR.

## "vas boire ailleurs!"

Michel est lycéen. Et, comme on dit, "handicapé". Un léger bégaiement, l'élocution lente, la démarche un peu hésitante. L'autre soir il se pointe dans un café du centre (tables basses, ambiance intime un lieu bien connu des journalistes nantais) où il a donné rendez-vous à quelques amis.

Il commande un demi "T'as assez bu comme ça, vas voir ailleurs".

"Je ne suis pas ivre, je suis toujours comme ça". Michel n'insiste pas et demande un verre d'eau, ce que théoriquement un cafetier n'a pas le droit de lui refuser.

"Si tu veux boire de l'eau, il y a la fontaine de la Place Royale", répond l'avenant limonadier. Michel ira trouver les flics en faction Place du Commerce : "votre cas est délicat, ça demande réflexion..." Mes pandores ne se déplacent pas mais lui conseillent de retourner au troquet, de s'y asseoir et de réclamer une boisson non alcoolisée.



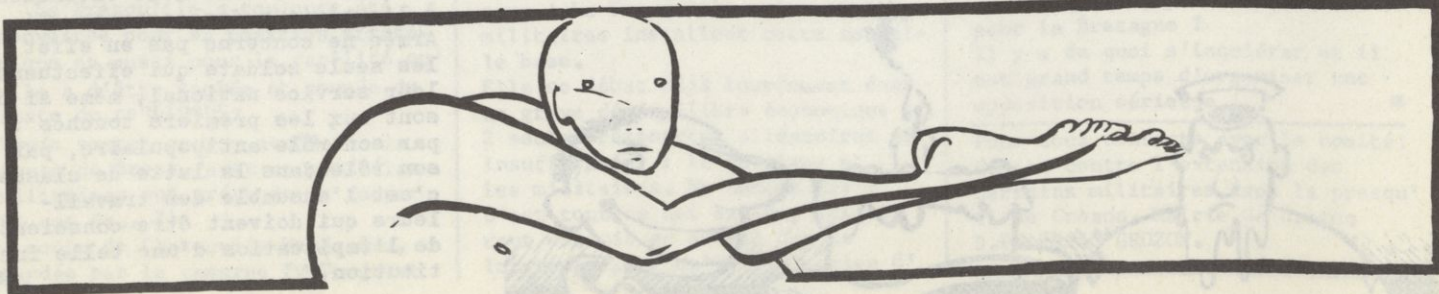
Michel remonte vers la rue Santeuil passe la porte de l'estaminet et, sous les éclats de voix de la patronne, continue à avancer vers les tables.

"Le patron m'a empoigné par le colbac et m'a sorti violemment. Dans l'histoire, j'ai perdu mon écharpe et une chaussure qu'il m'a ensuite jetées à la figure".

Ce n'est pas la première fois que Michel se fait jeter d'un café. Il a d'ailleurs toujours sur lui un certificat médical constatant son "handicap".

"Je m'occupe l'été de colonies de vacances pour handicapés. Une fois j'avais demandé au directeur de la colo voisine (une colonie pour enfants "normaux") s'il était possible de laisser les gosses jouer ensemble. Il a refusé sous prétexte que ça "dénaturerait le paysage" !! Il en est ainsi de certains tenanciers de troquets qui refusent de servir une "mousse" à un jeune qui risquerait de "dénaturer" son comptoir. ■

Ph.B.

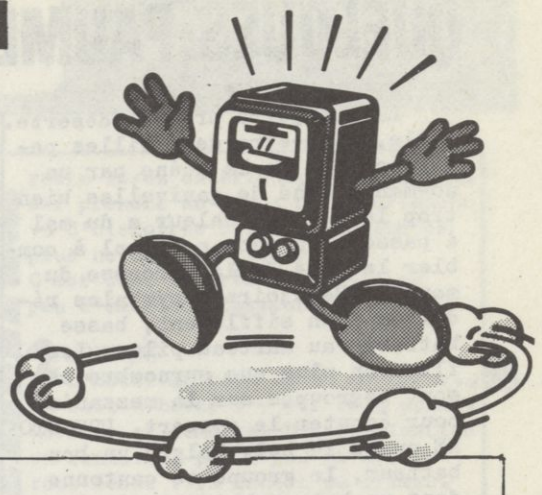




# nucleaire **■** marches

Samedi prochain, manifestation à Nantes à l'occasion du passage à Nantes et au Pellerin d'habitants du Larzac emmenant des moutons à la bergerie de Plogoff. Le Larzac, Le Pellerin, Plogoff, trois sites où contre l'avis des populations le pouvoir central tente d'imposer des projets monstrueux pour l'équilibre économique et naturel de ces régions. Trois sites où les populations luttent depuis

des années pour empêcher leur expropriation. Samedi 8 novembre, la coordination des comités de la Basse-Loire organise une marche à travers Nantes avec rassemblement à 15H au Champ de Mars. La coordination invite ce même samedi à 20H30 à assister à la projection d'un film inédit en France "Le gang du nucléaire" salle de l'Etoile au Pellerin.



# Le Pellerin **■** procès

Quatre habitants du Pellerin et de Cheix s'étaient rendu début mai 1979 à Saint Pierre Montlimar (49), sur la demande d'une personne qui avait des terres sur le site et qui avait été contactée par EDF pour signer une promesse de vente, afin de l'assister dans cette transaction. La discussion fut vive et l'agent d'EDF prit peur et s'en alla, abandonnant sa serviette et les docu-

ments qu'elle contenait. Celle-ci fut rendue par nos amis du Pellerin. Cependant, ils furent condamnés le 18 mai 1979 à Nantes à 3 mois de prison avec sursis. Ils ont fait appel et passeront devant la Cour d'Appel de Rennes le 4 nov. prochain. Afin de les soutenir, il vous est demandé d'expédier tout de suite une lettre de soutien ou un télé-

gramme au Président de la Cour d'Appel de Rennes - Palais de Justice 35000 Rennes. En effet, nous n'organisons pas de manif et les juges pourraient croire que les 4 sont isolés. Il faut qu'ils sachent que, de partout, les regards sont fixés sur eux et que nous n'abandonnons pas nos camarades pas plus que nous baissons les bras devant l'EDF et le Pouvoir.

# Rezé **■** conseil

C'est une majorité de conseillers municipaux rézéens qui, au cours du dernier conseil, ont réaffirmé leur hostilité au projet d'implantation de la centrale du Pellerin, soulignant surtout l'absence de concertation et d'information des populations. Le groupe communiste s'est, bien entendu abs-

tenu, affirmant la nécessité du nucléaire pour couvrir les besoins énergétique de la France : "Nous avons modifié notre jugement de départ. Certains sont favorables au nucléaire à condition que l'implantation des centrales se fassent chez les autres. Nous, nous disons pourquoi pas au Pellerin !"

Nous leur discernons la médaille d'or de l'honnêteté à retirer au local APL. D'autre part, le conseil, à l'unanimité cette fois, s'est prononcé contre le projet de loi Peyrefitte, dénonçant "son caractère arbitraire, réclamant son retrait et apportant son soutien aux personnes récemment expulsées de France".

# Nasser arrêté

En janvier dernier Rachid Boukechiche et Abadsa Nasser deux jeunes algériens aux racines profondément nantaises faisaient l'objet d'un arrêté d'expulsion. Rachid, 18 ans, vit depuis 10 ans en France avec sa famille. Nasser lui n'a jamais connu l'Algérie. Il est né à Nantes voici 25 ans. Ils connaissent tout deux l'existence hasardeuse des jeunes de banlieue qui un jour ou l'autre amène la police à vous tirer le portrait et à vous faire passer quelques semaines à l'ombre. Mais aujourd'hui, si on ne possède pas la nationalité française on est deux fois condamné. Là justice voit envoyé en prison. A la sortie le Préfet vous expédie vers votre pays d'origine. Mais quel est-il ce pays pour ces jeunes qui ne connaissent ni les coutumes ni la langue de l'Algérie? Né de l'indignation de militants d'organisation politiques et humanitaires un collectif de soutien a permis à Rachid et Nasser de gagner la clandestinité et d'être hébergés. De l'intellectuel "gaucho", au mi-

litant de quartier, du paysan à l'ouvrier des chantiers, de nombreuses familles, ont hébergé ces deux comparses qui s'avéraient être d'excellents convives. Participant aux tâches ménagères, comme aux travaux des champs ils ont su se faire aimer de leurs familles d'accueil.

Les lois Bonnet Stoléru n'ayant pas reçu un écho favorable dans la classe politique, on avait fini par oublier cette situation délicate. Mais l'argousin veillait. Lundi dernier, c'est l'arme au poing qu'il a arrêté Nasser au Rond Point de Paris. Immédiatement on l'a enfermé à La maison d'arrêt. Condamné à Paris en 1978 à 4 ans de prison avec sursis pour vol puis à 4 mois ferme en 79 à Nantes pour recel. On veut aujourd'hui sembler-il lui faire purger la peine avec sursis. Or ces 4 mois qui ont motivé l'arrêt d'expulsion ont été régulièrement payés. Depuis Nasser travaillait régulièrement comme plombier. Alors pourquoi de telles mesures alors que l'arrêté d'expulsion fait aujourd'hui l'objet d'un recours devant le conseil d'Etat, qu'en droit français nul ne peut être

condamné deux fois pour les mêmes faits. C'est pourtant le sens de l'arrêté d'expulsion témoin aussi d'une politique raciste. Qu'on ne s'étonne pas aujourd'hui si quelque pistolet à la cervelle légère et la gachette facile descend un jeune algérien dans une banlieue lugubre. Les chefs donnent l'exemple... à leur manière.

D.B.



# QUELQUES PAUMÉS DANS LA NUIT

La Beaujoire presque déserte. Mille, peut-être deux milles pe- lés écartés de la scène par un no-man's land de ganivelles bien trop large. La chaleur a du mal à passer, la sono a du mal à com- bler le vide de la carcasse du monstre Beaujoire : cymbales ré- duites a un sifflement, basse batterie au marteau pilon. Les flics en plus que surnombre se sont regroupés sur la mezzanine pour écouter le concert. DRUGSTO- RE ouvre le bal. Malgré un bon batteur, le groupe se cantonne dans un batoum batoum primaire. BENOIT BLUE BOY nous sert ensuite une bouillie de blues où on redis- tingue par grand chose : sans inspiration à l'harmonica, une voix inintelligible. Pas vraiment ça. Heureusement TEQUILA, très en verve vient sortir la soirée du naufrage. Vivifiants comme tou- jours les petits nantais. Entre les groupes les temps morts sont

longs, sinistres. Les boîtes de bière qui ...boloing, lumière bleuetée blafarde pour paumés en déroute, quelques corps affalés sur le beton. LITTLE BOB arrive enfin lunettes noires et bretelle sur un corps à la Féllini. Rock puissant rapide, qui distille l' énergie à la mégatonne. La pro- grammation aurait peut-être dû varier les sonorités: une pincée de saxes aurait été bienvenue. STARSHOOTER frais et percutant remplira un peu ce rôle ; pétill- lant de vie et pas trop au sé- rieux. Episode marrant: la scène envahie par les fans tranquilles bonsefants un peu empêtrés avec le micro que Kent, le chanteur de STARSHOOTER leur a laissé. Plus tard les amplis se sont éteint, la nuit a gagné. Il est 4 heures, la brume monte de l' Erdre et la Beaujoire se vide en un instant ■

Nicolas.



Little Bob

## JAZZ: CARLA BLEY



Pianiste, organiste mais sur tout compositeur et arrangeur Carla BLEY s'est fait connaître en France pour premièrement avoir obtenu l'oscar français du disque de jazz avec "Escalator over the hill" deuxièmement avoir écrit et arrangé d'excel- lents albums de Charlie Madon avec Gato Barbieri, Don Cherry "Liberation Music Orchestra" et troisièmement avoir fait partie d'un groupe rock célèbre. En outre, elle a longtemps joué avec Robert Wyatt, interprète des chansons écrites par John Cage et préparé actuellement un enre- gistrement avec Larry Coryell, Steve Swallow et Tonny Williams.

The CARLA BLEY BAND sera composé des musiciens suivants : Carla BLEY piano, orgue - Michel MANTLER trompette - Cary VALENTE trombone - Gary WINDO tenor sax - Carlos WARD alto sax. - Vincent CHANCEY cor - Earl Mc INTYRE tu- ba - Don PRESTON synthetiser, piano - Steve SWALLOW bass et B. SHARP, batterie.

CARLA BLEY BAND Mercredi 12 à l'auditorium du Conservatoire 21 H.

Le prix des places : 40,00 frs et 30,00 frs (CERCLE NANTAIS DU JAZZ) Location FUZZ DISQUE et MAILLET DISQUE.

## FETE DU PCF

8 et 9 NOVEMBRE  
à la Beaujoire

### SAMEDI 8

- 10h 30 parade du THEATRE DE LA PIE ROUGE (fanfare démon- table, clowns qui pensent, théâtre, parodie)
- 11h 30 démonstration d'haltéro- philie.
- 14h 00 Théâtre de la PIE ROUGE.
- 15h 00 Débat sur le sport avec un grand reporter de l' l'Huma.
- 15h 30 Poésie, chansons : Chris- tian BOURASSEAU Marguerite CABON Jean-Michel DI- TON Noël VINON.
- 17h 00 Allen FINNEY folk blues du Michigan (USA)
- 17h 30 démonstration de Judo
- 18h 00 théâtre de la PIE ROUGE
- 19h 30 parade de la Compagnie LUBAT

- 20h 00 Film de l'ouverture des Jeux Olympiques de Moscou ("censuré à la télé , en exclusivité à la fête")
- 21h 30 La Compagnie LUBAT : Ces individus sont dangereux c'est pas du Jazz c'est le vrai délire. Y-a-t-il un médecin dans la salle?

### DIMANCHE 9

- 10h 00 Départ du jogging depuis la Nantaise de Fonderie
- 10h 30 démonstration d'escrime
- 11h 00 DEBAT "LES LIBERTES"
- 14h 00 DEBAT "LA COOPERATION INTERNATIONALE" avec un journaliste de l'huma.
- 14h 30 Arnaud SPIRE présente son bouquin "Giscard et les Idées"
- 14h 45 démonstration d'haltéro- philie
- 14h 45 "LES REINAUD'S" (sans dou- te des clowns)
- 15h 30 Meeting avec FITERMAN

- 16h 30 Les REINAUD'S
- 17h 00 Higinio MENA, CUARTETO. CEDRON, Isabel et Angel PARRA . Un chanteur et un groupe argentins et des chiliens. Les exilés sud- américains sont pas vrai- ment très gais mais c'est bougrement beau quand même
- 20h 30 OFFENBACH Rock quebecois. Autour de Gerry BOULET et sa voix rauque (n'roll) rocailleuse, Offenbach fait dans le bon gros rock costaud et efficace (8 al- bums au Quebec)
- En plus de ça dans l'après-midi il y aura du REGGAE avec le groupe EGO : Basé sur Nantes ce groupe a 1 an d'existence 9 musiciens des blancs, et des Noirs pour un reggae très entraînant. 3 choristes et au rab de percussions: frottoirs, divers guiros, et compagnie. Des reprises souvent bien élevées et quelques morceaux de leur compo- sition.

# CINEMA

## APOLLO

TROIS HOMMES A ABATTRE 14H15/16H15/  
18H15/20H15/22H15/sam OH15.  
T'INQUIETES PAS CA SE SAIGNE (Mata-  
lon) 14H/16H/18H/20H/22H/sam OH00.  
LE TROU NOIR (Disney) 14H/16H20/20H  
22H20/sam OH30.  
L'ILE SANGLANTE (Ritchie) 14H/16H25  
19H45/22H10/sam OH30.  
RENDEZ MOI MA PEAU (Schumann)  
13H45/15H55/18H05/20H15/22H25.

## COLISEE

UN MAUVAIS FILS (Sautet) - SHINING  
(Kubrick) V.O. 14H30. 20H. 22H15.  
sam & dim : 16H45 en plus.  
IDAGEMUSHA (Kurosawa) V.F. 14H30/  
20H30/Sam & dim : 17H30.

## KATORZA

SAUVE QUI PEUT (LA VIE) (Godard)  
Y'A-T-IL UN PILOTE DANS L'AVION  
(Abrahams)  
UN MAUVAIS FILS (Sautet)  
14H30/16H45/20H/22H15.  
LA CONSTANTE (Zanussi) 14H30/20H  
V.F. 16H45/22H15 V.O.

## CONCORDE

TARZOON (Picha) 20H15,+dim 16H.  
MIDNIGHT EXPRESS (Parker) 22H30, +  
dim 16H30.  
L'EMPIRE DES SENS (Oshima) 20H15 +  
16H dim.  
THE ROSE (Parker) 22H30 + 16H30 dim  
LOULOU (Pialat) 20H + 14H Dim.  
DE LA VIE DES MARIONNETTES (Bergman)  
22H15 + 16H15 dim.  
NOUS NOUS SOMMES TANT AIMES (Scola)  
20H + 14H dim.  
LES SOEURS BRONTE (Techné) 22H15  
+ 16H15 dim.

## VERSAILLES

MONTHY PYTHON SACRE GRAAL 22H15, +  
dim 16H30.  
LE CHEVAL D'ORGUEIL (Chabrol) 22H30;  
dim 14H.  
PAIN ET CHOCOLAT (Ruzzati) 22H30 +  
dim 16H30.  
DEUX LIONS AU SOLEIL (Faraldo) 20H +  
dim 14H.

## GAUMONT

SHINING (Kubrick) 13H45/16H/20H15/  
22H30.  
LE COUP DE PARAPLUIE (Oury) 13H55/  
16H45/19H40/22H30.  
LE DERNIER METRO (Truffaut) 13H50/  
16H45/19H40/22H30.  
LE TROU NOIR (Disney) A3H55/16H45/  
19H40/22H30.  
CHERCHEZ L'ERREUR 13H50/16H/20H15/  
22H30.  
FAME (Parker) 14H05/16H45/19H30/  
22H30.

## OLYMPIA

HEART BEAT (Byrum) 20H. mer 17H30  
séance spéciale avec un ancien ami  
de Kerouac.  
L'INNOCENT (Visconti) 22H.  
LES CONSCRITS (Laurel & Hardy)  
mer dim 15H.  
LES AVENTURES DE ROBIN DE ROBIN DES  
BOIS 15H les 11 et 12 nov.

## 1 KUBRICK A BRAC...

Stanley Kubrick est un malin !  
Comme il veut faire un film inquié-  
tant (mais pas d'épouvante), il va  
piquer des idées à ses copains qui  
ont plus d'expérience : Friedkin  
(L'hérétique), Mankiewicz (le li-  
mier), Polanski (Rose Mary's baby),  
Hitchcock (Psychose) et sûrement  
d'autres.  
Un climat d'inquiétude, de "pas  
normal"... Et petit à petit, le  
drame va se jouer, mais bizarrement  
l'angoisse n'augmente pas. Kubrick  
filme d'une manière admirable :  
comme dans "Orange mécanique", il  
choisit des couleurs et des prises  
de vue tout à fait inhabituelles.  
Même la musique de Bartok, avec  
ses dissonances, est déroutante.  
Mais, peut-être que c'est voulu, on

resté assez extérieur, sans sa lais-  
ser prendre au jeu : on a tellement  
vu d'histoires bizarres qu'une de  
plus ne nous effraie pas.  
C'est donc un très beau film où  
peu d'émotions passent.

## 2 SHINING

L'hotel au bout de la montagne...  
Un fait-d'hiver s'y est DEJA passé.  
Horreur et démente. D'hallucination  
en fantasma, peu à peu et dès le  
tout début : la montée du climat.  
Wouah ! un suspense mené de main  
de maître : découpage, musique,  
jeu d'acteurs (exceptionnel)  
Stanley Kubrick joue avec nos nerfs  
nos angoisses. Le climat se densi-  
fie jusqu'au moment où... non,  
franchement, dévoiler quoi que ce  
soit serait vous gacher le plaisir



Sissy  
Spacek,  
John  
Heard  
et  
Nick  
Nolte...  
un film  
de John  
Byrum.

## y'a-t-il un pilote dans l'avion ?

Y'a-t-il un pilote dans l'avion ?  
Ne vous laissez pas influencer par  
le titre, par l'affiche, ce n'est  
pas un "navet". A lez rigoler des  
grands coups !... c'est pas tous  
les jours...

## BEAULIEU.

BIENVENUE MR CHANCE (Ashby) :  
vend. 7 et lundi 10 21H.  
L'EMPIRE CONTRE ATTAQUE (Keshner)  
sam 8 20H15/22H30. dim 9 14H30.

## CINEMATHEQUE

5 nov. Rossellini  
INDIA 58 20H.  
ONZE FIORETTI DE ST FRANCOIS D'  
ASSISE 22H.  
12 nov. O. Welles  
OTHELLO 20H.  
CITIZEN KANE 22H15.

## cinemercredi.

5 nov.  
LA FONTAINE DES LUTINS (Schonger)  
14H30.  
LA CHEVAUCHEE FANTASTIQUE (Ford) 17H  
12 nov.  
LES MARELLES (Kachyna) 14H30.  
FAMILY LIFE (Loach) 17H.

## RACINE 2

APOCALYPSE NOW (Coppola) 14H/16H45/  
19H45/22H30.

# AGENDA

## MERCREDI 5

- 17h30 & 20h15 au cinéma Olympia, un film de John Byrum "HEART BEAT" (la vie de Kérouac; ses relations avec le couple Neal et Carolyn Cassidy à l'initiative de la Bibliothèque Municipale. Youenn Gwernig, chanteur et poète breton qui a rencontré Kérouac à New York dans les années 60 et M. Rezé prof de civilisation américaine qui était aux States en 57 quand "Sur la route" a été publié parleront de Kérouac. Débat à 19h30. Pendant le mois de Nov: expo à la Bibliothèque municipale sur les auteurs de la BEAT GENERATION.
- 17h25 Studio 3 sur TF1 avec entre autres le groupe de ROCK nantais TAURUS 5.
- 20h30 ROCKABILLY à la Frébaudière à Orvault (Crazy Cavan & Alligators Location 35F Fuzz & Maillet (40F sur place)
- 17h Parade défilé de HAMELIN dans les rues piétonnes (Th du Galion)

## JEUDI 6

- 21h Noël VINON accompagné par A. Gerling et Y Beillevert. "Mots de terre, mots de fer, folk et musique médiévale. Au chalet, route de la Jonelière (sur le campus, face Sup de Co) 74 40 82. Entrée 15F;
- 20h30 réunion APL ouverte à tous maison du peuple à St Nazaire
- 21h "FIN DE PARTIE" par le Théâtre Fou Salle Vasse
- 20h Inauguration de l'expo Panaït ISTRATI à la MJC de Rezé: écrivain français, conteur roumain, un "char don déraciné"
- 21h causerie sur l'oeuvre de P. ISTRATI avec Henri Courbis. MJC Rezé
- 21h Orchestre de chambre de Stuttgart direction Karl MUNCHINGER. Auditorium du Conservatoire

## VENDREDI 7

- 20h30 Francis CABREL au Chp de Mars au bénéfice des plus défavorisés, ça c'est de la B.A.!
- 20h45 les CHAISES, farce de Ionesco par le Théâtre Fou à Rezé au théâtre municipal
- 21h HaMeLiN par le théâtre du Galion salle du Jamet rue du Jamet Bellevue.

## SAMEDI 8

- de 21h à l'aube Nuit Africaine avec APARTHEID NOT au salon Gutenberg, 21 rue Gutenberg (30F) En 1ère partie: Biguine, soukouss et salsa par la formation actuelle et changement de musiciens en 2ème partie: Reggae avec les anciens d'apartheid. WOW!



- 20h30 bal des Pompiers avec AIMABLE (le swing poli des années 80) à la salle municipale d'Indre
- A partir de 10h 30 jusqu'à tard fête du PCF à la Beaujoire



- 14h bibliothèque municipale de Rezé rencontre des lecteurs de Panaït Istrati avec Henri Courbis.
- 15h, parade défilé de HAMELIN dans les rues piétonnes (Théâtre du Galion)
- 21h HaMeLiN salle du Jamet
- Toute la journée et le lendemain: stage CPO (79370 celles sur Belle) thème "MAINMISE SUR L'ENFANCE"
- 20h30 Fest Noz salle municipale de Ste Luce avec ANKOU, CHEFSEIL et chanteurs Gallo (10F dont 1F pour Diwan)
- 15h marche à travers Nantes à l'appel de la Coordination de la Basse Loire à l'occasion du passage de paysans du LARZAC en Route pour PLOGOFF; Départ Champ de Mars.
- 20h30 salledé l'Etoile au Pellerin projection du film LE GANG DU NUCLEAIRE

## DIMANCHE 9

- 10h à 13h Emission de RADIO LIBRE 44 sur modulation de fréquence (Par erreur, le début des émissions de RL44 a été annoncé pour le 2 nov) Au programme, une enquête sur les cibistes, des infos, de la musique.



- fête du PCF & à la Beaujoire. Programme en pages intérieures)



QUARTET CEDRON

## MERCREDI 12

- 20h30 Réunion du Comité de défense des PRISONNIERS IRLANDAIS; à la MJ de le Bernardière
- 20h30 LE MARIAGE DE FIGARO de Beaumarchais sous chapiteau dans l'île Beaulieu par les Trétaux de France
- 20h: mercredis de l'Opera: Arkady Volodos, 1er récital en France (Verdi et mélodies russes)
- 21h Jazz avec Carla BLEY à l'auditorium du conservatoire 40F & 30F (cercle nantais du Jazz) Location fuzz et maillet.

## JEUDI 13

- 21h JAZZ au chalet (campus universitaire 74 40 82) avec HOLY TWENTIES ORCHESTRA: 9 jazzmen pour des arrangements de la fin des années 20 (Duke Ellington, King Oliver...)
- 18h réunion "ECOLOGIE POPULAIRE" aux Amis de la Terre 32 quai Malakoff
- 14h30 maison de la Culture "Théâtre et poésie au Moyen Age": matinée classique par René Clermont.
- 20h30 le MARIAGE DE FIGARO DE Beaumarchais par les trétaux de France à ANCENIS;

## ARMÉE & DEFENSE EN QUESTION

- Mercredi 5 novembre. 20H30 : ciné "Bonne garde" 20 rue du frère Louis à Nantes. Film "Remparts d'argile" de Bertucelli. - présence du comité Crozon - après le débat vente de matériel fabriqué par le coopérative ouvrière des LIP.
- Jeudi 6 nov. 20H30 : salle coligny pl. E. Normand "l'armée contre la justice" Débat.
- Vendredi 7 nov. 20H30 : salle coligny "Soirée Armée jeunesse objection" animée par Jean Fabre (secrétaire général du parti radical italien) IDS, un objecteur, un ancien d'Algérie.
- Toute la semaine : permanence exposition, information de 12H à 20H FJT 1 rue Porte Neuve Nantes.



Voyage de presse sur le Larzac Liqueurs et bonnes paroles

## CARAÏBES

CONNAISSANCE DU MONDE: "univers caraïbe, les ANTILLES, d'Ile en Ile," Film et récit de Jean Raspail les 14 15 16 17 18 & 22 novembre. Salle Vasse

## L'AGRICULTURE LA SANTE

STAGE CPO 15 & 16 Nov "les productions agricoles et notre santé, l'agriculture industrielle" Renseignements, inscriptions: CPO 79370 Celles sur Belle Tel (49) 26 80 44

## L'ECRIVAIN

STAGE 2 jours de BRICOLAGE avec Culture & Liberté "ELECTRICITE DANS LA MAISON les 22 & 29 Nov. Renseignements, inscriptions: CULTURE & LIBERTE 30 rue de la Boucherie 44000 Tel 48-48-16

## LA SOCIÉTÉ MARCHANDISÉE

UNIVERSITE POPULAIRE D'HIVER Avec les CLAJ (club de loisirs et d'action de la jeunesse) Du 28 déc au 3 janvier 81 dans un chalet de montagne de Métabief (Jura) Thème: "la marchandisation de la société" Renseignements, inscriptions CLAJ Mercredi de 18 à 20h, 7 rue de Gigant 44100 Nantes (tel 71-90-89; après 18h)

## LE CORPS

EXPRESSION CORPORELLE stage du Théâtre Fou les 15 et 16 Nov. Renseignements en écrivant à Brigitte Grellier 16 rue Nicolas Pous-sin 44100 Nantes

## L'HUITRE

EXPO "L'HUITRE PERLIÈRE & la Culture de la Perle au Japon" au muséum d'histoire Naturelle, du 5 Nov au 31 dec.

## MARIONNETTES

Exposition de MARIONNETTES du petit Théâtre de Nantes depuis 10 ans, au restaurant le Romarin, 105 rue Paul Bellamy

## THEATRE

THEATRE DU 6 AU 30 nov: l'ESCALADE de Victor HaIm avec Françoise Seigner et René Clermont à la Maison de la Culture

## vendée

- EXPO du 3 au 15 nov "150 affiches, 20 ans du PSU" (et toutes ses dents) au conservatoire de la Roche/Yon.
- REUNION 5 nov. 21h débat avec Bernard Ravenel du PSU "changer les relations internationales c'est possible" (neutralisme? non alignement? Tiers Monde).
- CINEMA le Concorde à la Roche, KAGEMUSHA et UNE FEMME A SA FENETRE (avec Romy Schneider).
- CHANSON 6 nov. 20H30 FJT de Fontenay le Comte Daniel Adrienne Rol chanteur du terroir.
- THEATRE\*12 nov. 14H45 théâtre municipal de Fontenay le C. "JUSTINEAU AIME ROSALIE" par le théâtre de la Jacquerie (pour enfants).
- \*13 nov. 21H théâtre municipal de Fontenay le C. "TIT BONHOMME L'EST PAS TRES MORT" par le théâtre de la Jacquerie.
- DANSE 8 nov. Fontenay le C. stage de danse traditionnel animé par le Pibolous. renseignement FJT de Fontenay.